

EN LUTTE !

CHARLES GAGNON

EN LUTTE!

ÉCRITS POLITIQUES

VOLUME II (1972-1982)

*Textes réunis par Charles Gagnon
Présentés par Ivan Carel et Robert Comeau*



La collection « Histoire politique » est dirigée par Robert Comeau.

Dans la même collection :

- Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec*
- Louis Gill, *George Orwell, de la guerre civile espagnole à 1984*
- Actes du colloque *Dix ans d'histoire militaire en français*
- Marie-France Wagner et Catherine Mavrikakis, *Le Spectacle politique dans la rue*
- Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique. Écrits politiques, volume I (1966-1972)*
- Norman Bethune, *Politique de la passion. Lettres, créations et écrits*
- Jean-François Nadeau, *Bourgault*

À paraître dans la même collection :

- Charles Gagnon, *Écrits politiques, volume III (1982-2005)*

© Lux Éditeur et Succession Charles Gagnon, 2008
www.luxediteur.com

Photo de la 4^e de couverture : Charles Gagnon en 1978 ou 1979.
UQAM, Service des archives et de gestion des documents, Fonds d'archives de
l'Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte! (38p-670 :02 :F3/8).

Graphisme de la couverture : Marie-Eve Lamy

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2008
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 978-2-89596-057-7

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du programme de crédit d'impôts du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

La publication de cet ouvrage a été rendue possible grâce au soutien de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec et de la Succession Charles Gagnon.

INTRODUCTION

LE PARCOURS DE L'INTELLECTUEL et militant Charles Gagnon est étonnant, à la fois atypique et emblématique¹.

Atypique dans la mesure où Gagnon s'est investi pleinement dans les causes qu'il a défendues. Un engagement sans compromis, fait de lignes dures et de retours critiques sur ses gestes posés; fait de prix à payer, d'espoirs, de déceptions; un parcours extraordinaire, dans le sens plein du terme. Mais aussi un parcours emblématique, témoin d'une partie de cette jeunesse québécoise, de gauche évidemment, radicale, puisque l'époque ne souffre de compromis et pour laquelle le passage de l'indépendantisme au léninisme était bien plus une évolution qu'une rupture radicale. Non que le radicalisme des marxistes-léninistes ait été représentatif de la société québécoise des années 1970 (pas plus que le FLQ ne l'était dans les années 1960), mais le malaise qui accueille l'évocation de ce courant ne doit pas occulter sa force numérique², l'empreinte qu'il a laissée dans l'histoire et que l'on s'évertue souvent à effacer³. Certes, le souvenir des mouvements marxistes-léninistes n'est pas toujours rose, loin s'en faut. Il est fait de manichéisme, d'absence de nuances, d'anathèmes, d'autocritiques, de meurtrissures personnelles parfois et

1. Pour une chronologie de la vie de Charles Gagnon, consulter *Feu sur l'Amérique*, p. 201. On consultera également la chronologie d'En Lutte! dans ce volume à la p. ??.

2. Le journal *En Lutte!* tire en moyenne, en 1978-1979, à 7 000 exemplaires, avec des pointes à 10 000.

3. Les participants au « Dossier thématique » du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 13, n° 1, automne 2004) portant sur l'« Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec » constatent également cette occultation, qui est pour beaucoup l'œuvre des anciens militants eux-mêmes, peu enclins à évoquer cette période.

il porte l'odieux d'avoir cru en des icônes et en une idéologie que l'Histoire a condamnées. Mais cette foi¹, cette conviction de pouvoir soulever la montagne capitaliste, c'est aussi celle de militants profondément désireux de changer la société pour le mieux et tant que c'est possible. Ce n'est pas un simple égarement, c'est le reflet d'une volonté profondément ancrée à gauche (et pour ce qui est du Québec particulièrement, au sein de la gauche non péquiste à cette époque), d'un absolu révolutionnaire, d'un idéal en somme qui était alors présent dans la plupart des pays occidentaux (France, Italie, Allemagne, États-Unis, etc.) et qui n'est plus de mise après les années 1980 ou, à tout le moins, ne s'exprime plus en ces termes.

Cette anthologie n'est pas un florilège des meilleurs moments d'En Lutte!; elle s'inscrit dans une série de trois volumes s'attachant à présenter les principaux écrits politiques de Charles Gagnon qui a vu le premier couvrir les années 1960 (période au cours de laquelle Gagnon a notamment œuvré au sein du FLQ et a produit de nombreux textes de sa cellule de Bordeaux) et verra le troisième porter sur la période 1982-2005 (où l'auteur revient sur le thème de l'humanisme et continue sa critique politique et sociale). C'est Gagnon lui-même qui a présidé à ce choix.

EN 1972, RIEN N'EST JOUÉ

Né en 1969 de l'intervention sociale et de différents groupes populaires montréalais, le Front d'action politique (FRAP) se voulait une alternative aux partis existants. À partir de 1971 cependant, son électoralisme et son réformisme sont contestés par certains membres des Comités d'action politique (CAP), qui de leur côté misent davantage sur la formation théorique des militants et leur nécessaire organisation. Déjà affaibli par la lutte que lui mènent les différents gouvernements depuis 1970 et notamment l'administration Drapeau, le FRAP disparaît en

1. Plusieurs auteurs s'affrontent sur cette interprétation des mouvements marxistes-léninistes comme étant soutenus par une foi quasi mystique. Voir notamment Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde*, Montréal, VLB Éditeur, coll. « Études québécoises », 2007, 256 p. et Bernard Danseur, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, op. cit., p. 25-35.

1973, mais il a fait partie du décor intellectuel, politique et militant qui verra évoluer le mouvement marxiste.

Pour le parti prolétarien signe l'acte de naissance véritable d'En Lutte!, encore porté par le collectif l'Équipe du journal (ÉDJ), issu de divers groupes dont les Partisans du Québec libre, le Comité Vallières-Gagnon, les membres de la revue *Mobilisation*, les CAPs ou encore la Librairie progressiste. En 1972 et 1973, le Québec vit une période de radicalisation des luttes syndicales (le Front commun, la grève de Firestone...) et la gauche, fortement secouée par la Crise d'octobre, se cherche de nouveaux moyens d'intervention. Les interrogations reflètent également un certain désaccord avec l'orientation technocratique qu'a prise la Révolution tranquille, alors que l'État québécois ne paraît plus être la clé de l'émancipation collective, mais bien un « rouage de l'exploitation¹ » capitaliste. La social-démocratie elle-même, incarnée par le Parti québécois, ne serait qu'un instrument de la bourgeoisie pour faire taire les contestations. Pour certains militants issus du courant « socialisme et indépendance », l'appui critique au Parti québécois paraît cependant une solution : il s'agit de le transformer de l'intérieur. Mais pour d'autres, ce parti ne pourra jamais mener au socialisme. Dès 1968, Charles Gagnon se situe dans ce courant² et il n'en démordra pas par la suite : ce n'est pas en favorisant l'émergence d'une bourgeoisie québécoise que l'on parviendra à unir les travailleurs et à les mener à faire la révolution socialiste. Sur ce point, et tout en condamnant le terrorisme, Charles Gagnon est encore proche de l'analyse du FLQ de 1966-1968 : il faut soutenir les luttes ouvrières au Québec dans le but de renverser l'ennemi principal, l'impérialisme états-unien.

Certes, pour la plupart des militants des années 1960, l'URSS est loin de constituer un modèle à suivre. Les années 1960 sont

1. Les syndicats, en 1971-1972, en arrivent à élaborer une plateforme très contestataire qui remet en cause les fondements même de l'économie capitaliste. La FTQ dénonce à son congrès de 1971 « L'État, rouage de notre exploitation », la CSN lance « Ne comptons que sur nos propres moyens », et la CEQ : « L'École au service de la classe dominante ».

2. Voir notamment ses textes « Le PQ et la révolution » et « Le PQ ne peut promouvoir les intérêts des travailleurs », parus dans le précédent volume de cette anthologie, *Feu sur l'Amérique*, Lux Éditeur, 2006.

d'ailleurs empreintes davantage des théories de la décolonisation et d'analyses marxistes et humanistes que de l'idéal du parti d'avant-garde. Le communisme stalinien est désavoué au profit de luttes de guérilla ou d'actions ponctuelles et concrètes. Mais la Chine de Mao, qui met de l'avant une révolution non seulement sociale et économique mais aussi culturelle, et ce, en opposition à la Russie de Khrouchtchev, attire ces jeunes militants. Bien qu'étant encore fortement marquée par les luttes de libération nationale, tentée par la clandestinité et dénonçant l'impérialisme états-unien plutôt que la bourgeoisie canadienne, l'ÉDJ propose une révolution s'appuyant sur la dialectique marxiste et les trois phases nécessaires à la révolution selon le *Que faire?* de Lénine : réaliser l'unité des marxistes, rallier les ouvriers derrière un programme et un parti et renverser l'Ordre d'État bourgeois¹. Comme son nom l'indique, c'est d'abord par un journal que l'ÉDJ amorce son action de conscientisation de la classe ouvrière ; le premier numéro d'*En Lutte!* paraîtra, de façon très symbolique, le 1^{er} mai 1973.

Le premier Congrès d'En Lutte!, en novembre 1974, sanctionne cette approche et tente d'unifier les différents groupes se réclamant du marxisme-léninisme. Mais on assiste dès le départ à une bipolarisation de cette tendance. En effet, autant En Lutte! mise sur l'agitation-propagande, autant d'autres, comme le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MRÉQ), basé essentiellement à l'UQAM et à McGill, misent sur l'entrisme en usines pour faire valoir leurs politiques. Cette deuxième approche va aboutir en 1975 à l'union de différents groupes au sein de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LCmLC)². En Lutte! et la Ligue s'opposeront continuellement au cours de la décennie, entre autres sur la question

1. Il est important de noter que même si Charles Gagnon établit ainsi les tâches préalables à l'édification du socialisme, Lénine les présente sensiblement différemment : 1. réaliser l'unité des marxistes ; 2. se donner un programme et 3. rallier les ouvriers derrière ce programme et le parti, en vue de renverser l'Ordre d'État bourgeois.

2. En fait, cette opposition est née dès 1972 au sein des CAPs St-Jacques et Maisonneuve, le premier développant la nécessité d'une organisation basée sur la conscientisation d'une avant-garde qui mènera à En Lutte!, alors que le second promeut l'intervention en usines, l'entrisme.

de la contradiction principale¹, tout en combattant l'Union bolchevique, le Parti communiste canadien et le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) – le PCC(ml). Le sectarisme opposant les différentes chapelles marxistes bat alors son plein et on considère officieusement dans chaque groupe que son pire ennemi est son voisin, davantage encore que la bourgeoisie ou le capitalisme ; cela parfois au prix de douloureuses excommunications et autocritiques tout au long de la période. C'est également lors de ce Congrès qu'En Lutte! abandonne le principe de la lutte de libération nationale. Après analyse de la pensée de Mao, on arrive à la conclusion que la contradiction principale oppose désormais le prolétariat à la bourgeoisie canadienne, qui n'est pas nécessairement alliée à l'impérialisme états-unien et la lutte ne se limite plus au cadre du Québec.

La parution de *Contre l'économisme* en 1975 est un pas supplémentaire dans la radicalisation d'En Lutte!, mais aussi dans la clarification de ses objectifs et de ses stratégies. Le Comité de soutien aux luttes ouvrières (CSLO), formé en 1973 lors de la grève de Firestone et regroupant tant des membres de différentes organisations politiques que des syndicalistes, mène une action qui, selon Gagnon, n'est pas véritablement communiste : l'éparpillement ne favorise pas la concentration sur l'objectif véritable, qui est l'édification du parti. Si on se perd à appuyer toutes les luttes ouvrières, y compris celles qui ne revendiquent que des gains matériels immédiats, on ne fait pas avancer le communisme et on sombre dans l'opportunisme. C'est donc par la conscientisation des ouvriers les plus « avancés », et ce, par une agitation-propagande menée à bon escient, que l'on parviendra à attirer les ouvriers.

En 1975, En Lutte! préconisera donc la dissolution du CSLO, qui était à ses yeux ni une organisation de masse, ni une organisation d'avant-garde, mais une organisation « intermédiaire ». *Contre l'économisme* aura un certain impact auprès des groupes d'études marxistes au Canada anglais et En Lutte! étendra alors son influence, de sorte qu'il deviendra véritablement pancanadien à partir de cette époque, créant des bureaux à Vancouver, Toronto ou Winnipeg.

1. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cette question de la contradiction principale.

Un texte de 1977 paraît également dans cette anthologie : *La bourgeoisie veut couper les ailes au mouvement ouvrier*. Texte virulent, vitriolique parfois, dans lequel Gagnon revient, à l'occasion du 4^e anniversaire d'En Lutte!, sur les raisons profondes de son engagement. Fondamentalement, les élites, qu'elles soient politiques, économiques ou même syndicales, se caractérisent uniformément par leur arrogance, leur mépris, mais aussi une certaine crainte de la classe ouvrière. Et justement, la victoire est possible ! Alors qu'En Lutte ! est en pleine effervescence et s'étend au Canada anglais, alors que les dissensions internes ne sont pas encore flagrantes, ce discours paraît véritablement comme un summum de l'optimisme révolutionnaire tel qu'il s'est exprimé à cette époque. La révolution paraît imminente et une bonne organisation s'appuyant sur une ligne juste peut mener à la victoire.

LA QUESTION DU RÉVISIONNISME

Le lecteur pourra s'étonner de l'importance accordée dans ce volume aux textes parus en 1980 et 1981, alors qu'En Lutte ! est au bord du gouffre. À la faveur du 3^e Congrès, à l'automne 1979 et alors que l'Organisation se donne pour objectif de rallier la classe ouvrière à son programme, certaines tensions apparaissent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe. La principale organisation rivale, la Ligue, se constitue en parti et devient le Parti communiste ouvrier (PCO) ; la Chine de Mao, qui était l'horizon des marxistes-léninistes, tend la main aux États-Unis et même l'Albanie, dernier rempart du socialisme véritable, ne convainc plus tout à fait. En Lutte ! cherche à se repositionner sur ces questions importantes et à redéfinir ses dogmes alors que la gauche québécoise est en pleine recomposition. La question du révisionnisme apparaît alors centrale : comment expliquer l'abandon par les pays ayant vécu une révolution (l'URSS, la Chine, etc.) de l'objectif du socialisme ?

Avec le *Bulletin spécial* n° 40 (mai 1980), Charles Gagnon affirme que ce sont les conditions objectives de ces pays « arriérés » qui n'étaient pas réunies afin de parvenir au socialisme : les forces productives en présence ne permettraient pas à ces sociétés de dépasser la lutte des classes, puisqu'il fallait d'abord accéder à un plus grand développement économique, mais aussi

démocratique. Perspective « déterministe » qui sera fortement critiquée au sein même d'En Lutte! et qui poussera Gagnon à répondre par le texte « Déterminisme ou liberté », paru quelques mois plus tard dans la revue théorique d'En Lutte!, *Unité prolétarienne*. La question du révisionnisme sera également abordée – via l'Albanie – dans « Des questions qui demeurent sans réponses » et dans une étude historique portant sur la Conférence de Moscou de 1960.

Les années 1980-1981 sont également la période au cours de laquelle la gauche québécoise fait face à une grande remise en question. Gagnon débat de l'anarchisme avec Roussopoulos afin de faire valoir la nécessité du parti et pour contrer une idéologie anarchiste qu'il considère individualiste et utopique. Mais ces années sont également celles d'une crise interne profonde, dont les deux derniers textes de cette anthologie se font l'écho : Charles Gagnon, faisant un retour critique sur les huit années d'existence d'En Lutte!, pose directement la question de la pertinence de l'organisation, peu avant que ses membres ne décident de la dissoudre à la faveur du 4^e Congrès.

LE « DOGME » D'EN LUTTE !

Malgré les évolutions de ligne dans l'action et la pensée marxiste-léniniste, quelques grands thèmes traversent cette décennie d'engagement. Tout d'abord, les marxistes-léninistes considèrent le marxisme comme une véritable science dont les principes, dictés par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, s'appliquent à l'ensemble de la société et plus particulièrement aux sociétés capitalistes¹. Deuxièmement, le prolétariat est le moteur de la lutte des classes pour l'avènement du socialisme. De ce point découle le troisième, qui repose plus particulièrement sur la stratégie à adopter pour conscientiser cette classe sur sa situation et sa force : il faut d'abord former une avant-garde, constituée des éléments les plus avancés et déterminés,

1. Nous pourrions constater, en lisant les derniers textes de cette anthologie, que sans remettre fondamentalement en cause l'importance de ces auteurs, Gagnon réfute malgré tout l'habitude d'avoir constamment recours à Lénine pour comprendre les sociétés contemporaines, en occultant ainsi les leçons du xx^e siècle.

qui non seulement parviendra à convaincre les autres ouvriers, mais les poussera à rallier le parti afin de détruire l'Ordre d'État bourgeois.

Dans cette perspective, la question nationale québécoise ne peut qu'être secondarisée. En effet, autant *Pour le parti prolétarien* considérait l'impérialisme états-unien allié à la bourgeoisie canadienne comme étant l'ennemi principal (ce qui rattache ainsi l'ÉDJ à la « nouvelle gauche » des années 1960), autant par la suite on développe le point de vue selon lequel le Canada a bel et bien accompli sa révolution démocratique bourgeoise (ce que les trotskystes n'acceptent pas). Par conséquent il faut que l'ensemble des travailleurs canadiens s'unissent pour combattre cette bourgeoisie. Les mouvements marxistes-léninistes sont fondamentalement antinationalistes, bien que conscients de l'existence d'une oppression nationale s'exerçant sur différents peuples (québécois, acadien, amérindiens notamment). En Lutte! va alors organiser de nombreuses conférences pancanadiennes et faire circuler une pétition pour le droit du Québec à l'autodétermination, ainsi que pour la reconnaissance de toutes les langues et cultures au Canada. Mais l'Organisation estime cependant que l'indépendance du Québec n'est pas souhaitable : pour résoudre le problème de l'oppression nationale (tout comme celui de l'oppression des femmes), il faut s'attaquer au cœur du problème, soit le capitalisme lui-même. C'est la raison pour laquelle En Lutte!, comme le PCO, appelle à annuler le vote lors du référendum de 1980¹, afin de n'appuyer ni la bourgeoisie de Trudeau, ni celle de Lévesque.

LES DERNIÈRES CONTRADICTIONS

En conclusion, nous ne pouvons passer sous silence les conditions dans lesquelles En Lutte!, comme les autres organisations marxistes, a disparu au début de la décennie 1980. Nous divisons ces causes en trois catégories : difficultés à rencontrer les objectifs de l'Organisation et du léninisme en général, contradictions internes et enfin contradictions internationales.

1. En fait, le PCO préconisait l'abstention.

Les *Principes du léninisme* tels que mis de l'avant par Staline¹ et qui ont été à la base de la stratégie telle qu'elle s'est développée dans les mouvements marxistes-léninistes proposent une action en trois temps : l'unité des communistes sous une même bannière en est le premier. Première difficulté rencontrée, puisque cette unité ne se fera jamais, malgré de nombreux ralliements et malgré les conférences sur l'unité qu'organisera En Lutte! entre 1975 et 1978 ; on aboutira finalement à la création, avec la Ligue, de deux grandes organisations. Deuxième objectif : l'adoption d'un programme révolutionnaire et le ralliement des ouvriers à ce programme. Même largement diffusé, on n'a pas vu les impacts du programme adopté en 1979 sur le mouvement ouvrier : il ne correspondait manifestement pas aux conditions de l'époque. Surtout après 1976 et l'élection du Parti québécois, la question nationale et la social-démocratie ont le vent dans les voiles et sont considérées comme des aboutissements de la Révolution tranquille. Les ouvriers n'ont pas adhéré en grand nombre aux principes léninistes, comme en témoigne le faible pourcentage d'annulation au référendum ainsi que la baisse du radicalisme qui caractérisait pourtant les luttes syndicales au début de la décennie. Le troisième objectif, quant à lui, n'a pas été atteint non plus, puisqu'il s'agissait du renversement, par une révolution, de l'Ordre d'État bourgeois.

Les difficultés internes au groupe se manifestent dès la fin des années 1970. Ces militants qui ont maintenant 30 ans éprouvent une certaine lassitude à s'investir si entièrement dans une cause qui leur prend tant de temps : les responsabilités familiales et professionnelles qui ne les encombraient pas à 20 ans sont maintenant très présentes, dans une société dont, par ailleurs, les valeurs ont considérablement changé. La société de consommation et la crise économique favorisent un certain repli individuel qui, là encore, nuit à ce type d'engagement absolu. Mais la contestation va se manifester surtout quelques mois avant le 4^e Congrès d'En Lutte!, alors que se mettent sur pied des caucus plus ou moins formels de femmes, de gais et lesbiennes et de travailleurs. Ces derniers critiquent alors vivement l'intellectualisme du groupe et le fait qu'il soit essentiellement constitué

1. Staline, *Des principes du léninisme*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1966-1970, 123 p.

de membres des classes moyennes, de petits bourgeois, employés de l'État, professeurs, étudiants : les ouvriers ne s'y retrouvent pas. Les gais et lesbiennes se sentent également ostracisés au sein du mouvement : ils ne sont considérés que comme étant une « couche du peuple », qui n'est défendue par En Lutte! que lorsque la répression s'abat sur elle de façon trop violente. En fait, le modèle familial et culturel d'En Lutte! est celui, austère, créé de toutes pièces, de la famille prolétarienne. L'homosexualité n'y a pas sa place, étant considérée comme une dérive petite-bourgeoise. Les femmes enfin critiquent vertement une organisation au sein de laquelle elles sont hiérarchiquement sous-représentées, alors qu'elles sont partout, nécessaires et pourtant confinées aux emplois de secrétariat, peu présentes dans les instances supérieures comme le bureau politique. Cette « révolte des femmes », pour reprendre l'expression de Charles Gagnon, apparaît dans la lignée des nouveaux mouvements sociaux qui ponctuent les années 1980. Le féminisme acquiert alors son autonomie propre, en-dehors de groupes qui le considèrent comme une expression bourgeoise tendant à diviser le prolétariat et à repousser l'objectif du socialisme en préconisant l'alliance des femmes de toutes les classes.

Outre ces trois caucus, il faut insister également sur le fait que la position théorique d'En Lutte! sur la question nationale est devenue indéfendable et est remise en question par les militants, surtout après le référendum de 1980. En fait, dès le départ, le groupe se trouvait dans une situation délicate : il fallait se démarquer du PQ sans appuyer pour autant la bourgeoisie canadienne. La Loi 101, les mesures manifestement social-démocrates du premier gouvernement Lévesque, le « préjugé favorable » à l'endroit des syndicats et l'appui qu'offrent une grande partie des Québécois au parti de René Lévesque font en sorte qu'il devient difficile pour En Lutte! de soutenir continuellement le discours voulant que le PQ trompe les travailleurs et soutient la bourgeoisie et le capitalisme d'abord et avant tout.

Dernier point de frictions à l'intérieur d'En Lutte! au cours des années 1980-1982, la question même du léninisme. Les deux derniers textes de cette anthologie reflètent bien ces interrogations. C'est le centralisme démocratique lui-même qui est remis

en question, c'est également le caractère scientifique du marxisme qui est interrogé ainsi que la rigidité de certains dogmes et leur désuétude dans le contexte du début des années 1980.

Dernière dimension, et non des moindres, qui permet d'expliquer l'agonie du marxisme-léninisme au cours de ces années : un contexte international qui a vu se développer, surtout depuis le milieu de la décennie, des contradictions qui viennent saper les fondements stratégiques et théoriques d'En Lutte!¹. La mort de Mao en 1976 a été un point tournant. Deng Xiaoping, que l'on considère comme le fossoyeur du maoïsme, prend le pouvoir et la « théorie des trois mondes² » s'impose comme le fondement de la politique internationale de la Chine ; théorie selon laquelle les pays du deuxième-monde (les puissances moyennes comme la France ou le Canada) devraient s'associer aux pays du tiers-monde, sous l'égide de la Chine, pour combattre le premier-monde, c'est-à-dire les deux superpuissances. Selon En Lutte!, cette alliance des bourgeoisies du deuxième-monde avec la Chine ne sert que les intérêts du Parti communiste chinois, ne faisant pas avancer la cause de la révolution dans le monde. Par ailleurs, la Chine tend la main à Nixon... Pour En Lutte!, il y a là une dérive inacceptable : si la Chine devient elle-même révisionniste, à quelle portion congrue le camp du socialisme véritable se limite-t-il ? À l'Albanie ?

À la fin des années 1970, on assiste également à des révolutions qui ne sont plus du même ordre que celles de la décolonisation des décennies précédentes ; le Cambodge, le Viêt-nam et la Chine entrent en guerre, Khomeiny prend le pouvoir à la faveur de la révolution islamiste iranienne et on se demande alors à gauche, au Québec comme en France d'ailleurs, s'il a été juste d'appuyer ce révolutionnaire traditionnaliste. Parallèlement, les terribles forfaits accomplis par certains leaders communistes sur

1. L'intérêt d'En Lutte!, et notamment de Charles Gagnon, pour les questions internationales ne se dément pas au cours de la période. En 1980-1981, l'Organisation lance la revue *Forum international : pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste*, disponible en français, anglais et espagnol et visant à une unité des groupes à travers le monde.

2. C'est Mao qui édicte cette théorie justifiant son ouverture aux pays capitalistes au début de la décennie, mais c'est essentiellement après son décès qu'En Lutte!, comme d'autres groupes marxistes, va y voir une forme de révisionnisme qu'incarne le nouveau gouvernement chinois.

des populations civiles sont de mieux en mieux connus et il devient extrêmement délicat de défendre Staline, Pol Pot ou même Mao dans ce contexte. Le Chili de 1973 a également mis les marxistes-léninistes dans l'embarras. Contestant la posture électoraliste d'Allende, ils considèrent que son renversement par les militaires était prévisible. Le socialisme ne peut s'instaurer qu'en s'imposant face à l'État, par la force. En tenant ce discours, les marxistes-léninistes s'aliènent les autres socialistes québécois, à commencer par les syndicalistes et les chrétiens politisés, qui vont au contraire soutenir les immigrants chiliens et contester le coup militaire.

Mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est alors même que le capitalisme fait preuve de ses plus grandes contradictions que le mouvement marxiste-léniniste disparaît. La crise économique du début des années 1980 montre un PQ qui se voit dans l'obligation de suivre le fédéral dans le gel des salaires de ses fonctionnaires, elle favorise le développement de l'individualisme et l'émergence d'un militantisme complètement différent, elle tait pour un temps les revendications syndicales ou celles de groupes comme En Lutte! Ce « silence des intellectuels » que l'on a attribué au traumatisme de l'après-référendum ne pourrait-il pas également avoir été favorisé par cette crise qui, sur la scène internationale, voit l'émergence d'une droite néolibérale qui ne souffre aucune contestation? Toujours est-il que le Québec de 1982 ne ressemble plus à celui de 1972. Charles Gagnon conclut ses textes en affirmant que s'il y a eu inadéquation entre les conditions réelles et le discours marxiste-léniniste notamment depuis le milieu de la décennie, il n'en reste pas moins que le message et l'idéal sont louables. Il souhaite donc une refonte majeure du discours et de la pratique d'En Lutte! et son maintien sur la scène idéologique québécoise et canadienne¹. Ce qui ne se fera pas.

Ivan CAREL et Robert COMEAU

1. Il affirmera dans son dernier texte, paru en 2004 : « Personnellement, j'avais acquis la conviction en 1980 que le marxisme tel que remis en selle dans les années 1970 par des groupes comme En Lutte! ne tenait plus la route. » Il aurait fallu revoir profondément le fonctionnement pratique et les assises théoriques du mouvement, mais la situation concrète ne s'y prêtait pas : « Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays », *Bulletin d'histoire politique, op. cit.*, p. 55.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

SIGLES ET ACRONYMES RELATIFS À EN LUTTE!

- AO : Atelier ouvrier
BI : *Bulletin interne* (1975-1982)
BO : Bureau d'organisation
BP : Bureau politique d'En Lutte!
CA-P : Commission d'agitation-propagande (1976)
CC : Comité central
CDN : Comité de direction nationale (1976)
CDR : Comité de direction régionale
CF : Comité des femmes du CC
COCO : Comité de coordination
CP : Commission politique
CRQ : Comité régional de Québec
CSLO : Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (automne 1973 – automne 1975)
ÉDJ : Équipe du journal (1971-1973)
EL! : En Lutte!
EL! : Journal *En Lutte!* (bimensuel de 1973 à 1978, hebdomadaire ensuite, jusqu'en 1982, et bilingue (*In Struggle!*) à partir d'avril 1976)
IAP : Instruments auxiliaires de propagande
OMLC : Organisation marxiste-léniniste du Canada [En Lutte!] (1979-1982)
SG : Secrétaire général

AUTRES SIGLES ET ACRONYMES

- ACEF : Associations coopératives d'économie familiale. Se fédèrent en 1970 (FACEF)

- ADDS : Association de défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (1972)
- ADGQ : Association des droits des gais et lesbiennes du Québec (1976-1986, publie *Le Berdache*)
- AGEUM : Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (1921-1969)
- ANEQ : Association nationale des étudiants du Québec (1975-1994)
- APLQ : Agence de presse libre du Québec (publie le *Bulletin populaire* [1973-1976] et rallie le RCT en 1974 puis la Ligue en 1976)
- BAEQ : Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-1966)
- CAP : Comité d'action politique
- CCF : Co-operative Commonwealth Federation (1932-1961)
- CCml : Cercle communiste marxiste-léniniste
- CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec (1967)
- CFP : Centre de formation populaire (1972)
- CIP : Comité d'information politique (1969). Devient Cinéma d'information politique.
- CIS : Comité indépendance-socialisme (1968)
- CLM : Canadian Liberation Movement
- CLSC : Centre local de service communautaire
- CMO : Cellule militante ouvrière (issue du CAP St-Jacques, 1971, se rallie à la Ligue)
- COPE : Canadian Office and Professional Employees Union
- COR : Cellule ouvrière révolutionnaire (se rallie à la Ligue)
- COT : Conseil ouvrier du transport
- CPQ : Conseil du patronat du Québec (1965)
- CSD : Centrale des syndicats démocratiques (issue d'une scission de la CSN à la suite du Front commun de 1972)
- CSN : Confédération des syndicats nationaux
- CTC : Confédération des travailleurs du Canada
- CTM : Conseil du travail de Montréal
- CV-G : Comité Vallières-Gagnon
- FLF : Front de libération des femmes (1969)
- FLP : Front de libération populaire
- FRAP : Front d'action politique des salariés de Montréal
- FLQ : Front de libération du Québec (1963)
- FTO : Fédération du travail de l'Ontario

- FTQ : Fédération des travailleurs du Québec
GAS : Groupe d'action socialiste
GAT (ml) : Groupe Abitibi-Témiscamingue (marxiste-léniniste)
GET : Groupe d'étude et de travail (1972 : initiative de la CSN)
GMR : Groupe marxiste révolutionnaire (1972-1977)
GRC : Gendarmerie royale du Canada
GRIP : Groupe d'intervention politique
GRP : Groupe pour la révolution prolétarienne
GSTQ : Groupe socialiste des travailleurs du Québec (1973)
HCG : Halifax Communist Group (joint EL! en 1976)
JIF : Journée internationale des femmes (8 mars)
LCmlC : Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada
LOR : Ligue ouvrière révolutionnaire
LSO : Ligue socialiste ouvrière
MEP : Mouvement d'éducation prolétarien
MLP : Mouvement de libération populaire
MLT : Mouvement de libération du taxi
MPIQ : Mouvement progressiste italo-québécois
MREQ : Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (janvier 1972, publie *Le Partisan*, groupe cofondateur de la Ligue en 1976)
MSA : Mouvement souveraineté-association
MSP : Mouvement syndical et politique
NEP : Nouvelle politique économique (appliquée en URSS entre 1921 et 1924)
NPD : Nouveau parti démocratique
NPE : Noyau des petites entreprises
OCLA : Ottawa Committee for Labor Action
OL : October League (États-Unis)
OLP : Organisation de libération de la Palestine
ONF : Office national du film du Canada
OPAT : Organisation politique autonome des travailleurs
PCC : Parti communiste du Canada
PCC : Parti communiste chinois
PCC(ml) : Parti communiste canadien (marxiste-léniniste)
PCF : Parti communiste français
PC(ml)F : Parti communiste (marxiste-léniniste) de France
PCO : Parti communiste ouvrier
PCUS : Parti communiste d'Union soviétique

PEN : Presse étudiante nationale
PLQ : Parti libéral du Québec
PQ : Parti québécois
PRSU : Projet de réaménagement social urbain
PSQ : Parti socialiste du Québec
PTA : Parti du travail d'Albanie
PTC : Parti du travail du Canada
PWM : Progressive Worker's Movement
RAP : Regroupement des associations populaires du bas de la ville et de l'Est de Montréal
RCM : Rassemblement des citoyens de Montréal (fait suite au FRAP)
RCP-USA : Revolutionary Communist Party (États-Unis)
RCT : Regroupement des comités de travailleurs (issu du « secteur travail » du CAP St-Jacques, 1971)
RIN : Rassemblement pour l'indépendance nationale
RMS : Regroupement des militants syndicaux (1974-1981)
RPS : Regroupement pour le socialisme (1978-1985, défend le projet indépendance et socialisme)
SDS : Syndicat du secondaire
SDS : Students for a Democratic Society (États-Unis)
SFPQ : Syndicats des fonctionnaires de la Province de Québec
SOC : Socialist Organizing Committee (Vancouver)
SQ : Sûreté du Québec
SQAL : Solidarité Québec Amérique latine
TCG : Toronto Communist Group
UB : Union bolchevique
UGEQ : Union générale des étudiants du Québec (1964-1969)
UQAM : Université du Québec à Montréal
VSG : Vancouver Socialist Group (publie *Canadian Revolution*, joint EL! à l'été 1976)
WU : Workers Unity (Toronto)

POUR LE PARTI PROLÉTARIEN

1972

*Paru en octobre sous la forme d'une brochure éditée et diffusée
par l'« Équipe du journal », dont le siège était situé
au 3941, rue Berri, à Montréal.*

Pour le parti prolétarien paraît alors que les groupes de gauche au Québec sont en pleine remise en question. Les événements d'Octobre 1970 et la répression policière les poussent à redéfinir leurs crédos et leurs méthodes d'intervention, dans un contexte de radicalisation des contestations sociales. Le premier Front commun, les luttes syndicales, l'apparition régulière de nouveaux groupes au début de la décennie (le FRAP, les CAP, les cliniques et garderies populaires, etc.) construisent l'horizon d'une révolution imminente. Les premières pages du texte insistent d'ailleurs sur ce point : la marche de l'histoire est celle de l'écroulement proche du capitalisme et la victoire du socialisme dans le monde est à nos portes, si on se donne la peine de tout mettre en œuvre pour que cela arrive. Entouré de quelques militants issus de ces groupes, dont les Partisans du Québec libre, Charles Gagnon rédige cette plaquette, qui signe en quelque sorte la fin pour lui de son implication dans la mouvance de la « nouvelle gauche » et du terrorisme felquistique. Cette « nouvelle gauche » des années 1960, influencée par les intellectuels de la décolonisation et de l'École de Francfort, par l'humanisme sartrien, les guérillas et l'engagement actif, se caractérisait par le refus des lignes de parti. Or, comme son nom l'indique, c'est désormais cette bannière que Gagnon brandit ici.

En effet, c'est par la constitution d'un parti prolétarien et la prise du pouvoir par ce parti que l'on parviendra au socialisme. La

première partie du texte insiste donc sur ce sujet, répondant point par point aux principaux courants politiques de gauche en 1972. Affirmant que la social-démocratie, alliée au nationalisme petit-bourgeois, représente « le courant idéologique présentement le plus dangereux au sein du mouvement ouvrier », Charles Gagnon s'en prend d'abord aux militants qui fournissent alors un appui plus ou moins critique ou tactique au Parti québécois, qui croient qu'une fois l'indépendance acquise, la révolution pourra être menée. Or, Lévesque et Parizeau sont les « fils spirituels » de Duplessis et le capitalisme, même québécois, reste oppressif pour les travailleurs. Il ne faut pas laisser la direction du mouvement de libération nationale à une bourgeoisie québécoise antiouvrière et « acoquinée » avec l'impérialisme états-unien. Cette direction doit donc être ouvrière et il faut un parti pour donner une conscience de classe aux prolétaires. En insistant sur les ouvriers et les prolétaires, Charles Gagnon attaque ainsi autant le FRAP, qui s'adresse aux « salariés » en général (ce qui inclurait une partie de la bourgeoisie), qu'aux syndicats qui n'ont pas, à travers leurs actions immédiates, de vision globale et à long terme en vue de défendre les intérêts de classe des ouvriers. La social-démocratie qu'ils préconisent ne peut pas mener à de réelles avancées, malgré des actions ponctuelles qui restent des « feux de paille ». Le parti prolétarien doit alors être le parti des masses, qui ne doit pas être confondu avec celui du plus grand nombre ou encore celui d'une coalition de groupes politiques. Son objectif doit être d'organiser la direction de la lutte de classe du prolétariat, la formation d'une avant-garde du mouvement ouvrier, afin de transformer les rapports de force au sein de la société. En somme, il doit d'abord et avant tout être un pôle idéologique qui, s'appuyant sur une analyse scientifique et matérialiste de la conjoncture, fournit une ligne politique juste. C'est ce point qui sera défendu dans la deuxième partie du texte, où Gagnon s'appuie notamment sur Mao pour affirmer la nécessité de la lutte idéologique. Les conditions n'étant cependant pas encore propices à la création du parti, il faut d'abord en propager l'idée auprès des travailleurs. Ces derniers ont manifesté leur volonté d'organisation et d'unité, mais sans ligne politique révolutionnaire claire, ils se retrouvent isolés et ballottés entre différents mouvements contradictoires.

Le capitalisme étant actuellement soumis à l'une des plus graves crises de son histoire, il faut se saisir de l'occasion pour mener cette

lutte, qui doit se faire par une dialectique entre l'action et la formation, sans isoler ces deux axes. La pratique est déterminante, mais elle doit s'appuyer sur une analyse précise de la conjoncture : c'est le dialogue entre les conditions objectives et subjectives. Gagnon critique vertement l'implantation des militants en usines lorsqu'elle se fait sans que l'on se charge de constituer une avant-garde communiste : on risquerait de tomber dans l'opportunisme et la première tâche doit donc être l'agitation-propagande afin de rallier les ouvriers. La théorie marxiste et la ligne prolétarienne doivent être diffusées, afin de parvenir à une évolution qualitative de la lutte et ainsi contrer efficacement l'idéologie bourgeoise dominante.

Dans les préfaces aux deuxième (décembre 1972) et troisième (mai 1975) éditions ici reproduites, Charles Gagnon répond à certaines critiques ayant été faites au document. Mais en 1975, il insiste sur le manque de direction révolutionnaire, s'en prenant notamment au PCC(ml), ainsi qu'aux « lignes erronées » et dogmatiques défendues par des groupes qui se fusionneront quelques mois plus tard au sein de la Ligue.

En somme, ce texte fondateur du mouvement marxiste au Québec rejette clairement les impasses du terrorisme, du réformisme et du nationalisme bourgeois. Malgré la rupture manifeste à l'endroit de certains thèmes chers au militantisme des années 1960, certaines permanences sont toutefois décelables : Gagnon n'a jamais appuyé le PQ, qu'il considère comme un parti bourgeois. Il a par ailleurs toujours affirmé que c'est par et pour les travailleurs québécois que la libération nationale se fera. L'alliance entre l'auto-détermination et le socialisme, chère au courant « indépendance et socialisme », n'est pas non plus remise en cause à ce moment-ci, mais il insiste sur la nécessité de concevoir ces deux piliers comme une seule et même « contradiction principale », qui doit se résoudre par l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat et non comme des étapes séparées ; séparation qui, là encore, ne peut que favoriser la bourgeoisie, fût-elle québécoise, et berner les travailleurs¹. Autre constante enfin, qui est décelable à travers toute l'œuvre de Charles Gagnon, son insistance sur l'éducation, les outils théoriques,

1. Il critiquera dans la préface à l'édition de 1975 ce « flou » concernant la question nationale, alors qu'après le premier Congrès d'En Lutte!, en novembre 1974, le groupe s'oriente davantage vers une action à l'échelle du Canada : le principe de la lutte de libération nationale est abandonné.

la formation, la conscientisation, bref, la nécessité de convaincre par le travail intellectuel, travail qui ne doit pas se limiter à une élite et qui se nourrit de l'action tout en la préparant.



AVANT-PROPOS

CE DOCUMENT DE TRAVAIL n'est pas le produit de la réflexion isolée d'un militant individuel. Tout au contraire, il est celui de nombreux et parfois difficiles débats orientés vers la résolution des principales contradictions que les groupes militants ont à affronter à l'heure présente.

Comme tout texte politique, celui-ci est très lié à la conjoncture, de façon consciente et voulue. Tous ceux qui ont participé aux discussions qui ont précédé sa rédaction définitive l'ont fait dans le but précis de découvrir des solutions pratiques aux difficultés que comportent les luttes dans lesquelles ils sont engagés.

Beaucoup de militants et de nombreux groupes politiques sont aujourd'hui préoccupés par la question du « parti ouvrier ». Parmi ces groupes il faut désormais compter ceux qui se désignent encore du nom d' « Équipe du journal ». Leur but est de publier un journal qui, à partir des luttes ouvrières et aussi des pratiques répressives du pouvoir, visera à formuler toujours plus clairement les intérêts de classe du prolétariat rendant ainsi possible le développement d'une véritable ligne prolétarienne.

Charles GAGNON, Montréal, 17 octobre 1972

INTRODUCTION

Pour déterminer quelles sont les tâches prioritaires à toute étape de la lutte révolutionnaire, il faut prendre en considération l'état actuel du rapport de force, là d'où l'on part, et l'objectif poursuivi, là où l'on veut arriver, en tenant toujours compte de la ligne stratégique générale qui se dégage de l'étude du mouvement historique en cours, c'est-à-dire, pour ce qui est de notre époque, la montée du socialisme et le dépérissement du capitalisme.

Le Québec (et le Canada, quoique d'une façon en partie différente) est une société capitaliste avancée mais dominée, où se retrouve la tendance à l'autodétermination et au socialisme, qui au sein de la lutte anti-impérialiste actuelle, composent les deux aspects d'un même mouvement. Cette tendance a son fondement objectif dans le degré avancé de développement des forces productives et dans les conditions historiques particulières où ce développement s'est réalisé dans notre pays.

La résistance séculaire du peuple québécois à un développement capitaliste venu de l'extérieur et réalisé au profit de bourgeoisies étrangères, en raison de notre situation coloniale au XIX^e siècle, prend aujourd'hui la forme d'un fort mouvement populaire en faveur de l'autodétermination. À tel point que parmi les contradictions qui fondent les luttes politiques actuelles, la « question nationale », autrement dit l'affrontement du courant autonomiste québécois et du courant fédéraliste canadien, est la principale, même si, finalement, c'est au niveau de la contradiction fondamentale, qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, que se réglera le sort, non seulement de la classe ouvrière, mais de tout le peuple québécois, c'est-à-dire de l'ensemble des classes et des couches sociales exploitées et opprimées par le capitalisme canadien (et sa fraction québécoise) et l'impérialisme yankee.

Lê Duân, auteur révolutionnaire vietnamien, écrit :

Notre époque est celle du passage du capitalisme au socialisme, l'époque de la lutte entre deux systèmes sociaux opposés, l'époque des révolutions socialistes et de libération nationale, celle de l'écroulement de l'impérialisme et de la liquidation du système colonial, celle où un nombre croissant de nations s'engagent dans la voie du socialisme, celle du triomphe du socialisme et du communisme dans le monde entier. Définir ainsi le contenu de notre époque, c'est affirmer que le monde est en pleine révolution prolétarienne, que la question fondamentale de l'époque est celle de savoir « qui l'emportera », du socialisme ou du capitalisme à l'échelle internationale et nationale, que la question de classe et la question de nation sont étroitement liées et qu'il faut, de ce fait, mettre en relief l'hégémonie révolutionnaire de la classe ouvrière¹.

1. *Le rôle de la classe ouvrière vietnamienne et les tâches des syndicats à l'étape actuelle*, Hanoï, Éditions en langues étrangères, 1969, p. 18-19.

Présenté de façon schématique, le mouvement historique actuel vers le socialisme, la destruction donc du colonialisme et de l'impérialisme, doit partout franchir deux grandes étapes : la prise du pouvoir par le peuple opprimé, c'est-à-dire le renversement du capitalisme en tant que force d'exploitation et d'oppression, d'une part, et la construction du socialisme, l'établissement de nouveaux rapports sociaux par le pouvoir ouvrier, d'autre part.

La première « étape » consiste en la prise du pouvoir par les forces révolutionnaires : de force économiquement exploitée et politiquement dominée, le prolétariat et avec lui le peuple tout entier doit devenir la force dominante. Un tel renversement de la situation ne saurait donc être réduit à la simple prise du pouvoir au Parlement ou encore à la présidence de l'État (bourgeois) comme, par exemple, au Chili il y a deux ans¹.

Le socialisme, deuxième « étape », exige le pouvoir absolu du prolétariat pour l'élimination comme force politique, de la bourgeoisie, de toutes ses fractions, toujours susceptibles d'entreprendre la reconquête du pouvoir par la contre-révolution armée ou pacifique.

En pratique, bien sûr, ces « étapes » constituent plus exactement les deux aspects majeurs, tour à tour dominants, d'un même processus, d'un même mouvement.

Tel est aujourd'hui le sens de la révolution dans le monde capitaliste, y compris le Québec, même si dans ce dernier cas, la question de l'autodétermination est fréquemment présentée comme la seule question politique importante à cette étape-ci, et que sa solution suppose, de la part du mouvement ouvrier, l'élaboration et la mise en application d'une tactique tenant compte de l'existence et de l'action des fractions nationalistes de la petite et de la moyenne bourgeoisie, qui ensemble forment le mouvement nationaliste bourgeois et dont l'ennemi principal est la bourgeoisie canadienne².

1. Salvador Allende a réussi de justesse, grâce à une coalition de gauche, à se faire élire à la présidence chilienne sur un programme socialiste, ce qui sera applaudi par certains militants et groupes de gauche au Québec (notamment les syndicats), tandis que les marxistes-léninistes y voient une négation des principes révolutionnaires. [nde]

2. Les contradictions qui fondent aujourd'hui le mouvement nationaliste québécois seront étudiées plus en détails dans un essai en préparation.

À l'encontre des prétentions des nationalistes petits-bourgeois, des réformistes sociaux-démocrates et des opportunistes de tout poil, il faut affirmer bien haut la nécessité historique du parti révolutionnaire ouvrier au Québec. C'est même là l'aspect principal des luttes politiques qu'il faut mener à l'étape actuelle pour dépasser la confusion idéologique dans laquelle les petits-bourgeois opportunistes tentent de maintenir la classe ouvrière et tout le peuple québécois, dans le but évident de perpétuer le règne de l'exploitation capitaliste et, par le fait même, de maintenir en place les bases mêmes de l'oppression nationale, contre laquelle ils prétendent lutter.

PREMIÈRE PARTIE

PAS DE RÉVOLUTION SOCIALISTE SANS PARTI PROLÉTARIEN

CHAPITRE PREMIER

LE CUL-DE-SAC NATIONALISTE

Avec les sociaux-démocrates, les nationalistes petits-bourgeois composent le courant idéologique présentement le plus dangereux au sein du mouvement ouvrier. Membres actifs ou sympathisants d'organisations nationalistes, dont en premier lieu le Parti québécois, les nationalistes cherchent à s'infiltrer partout, de préférence au niveau de la direction, depuis les syndicats jusqu'aux associations populaires les moins développées. Leur credo politique se résume à ceci : l'indépendance politique d'abord, le reste après ! Or, le « reste », c'est précisément la lutte de classe, la révolution, le socialisme.

La position défendue par ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche du PQ », suivant laquelle le mouvement ouvrier, aujourd'hui sans parti, devrait s'unir au Parti québécois, leur tient lieu de stratégie révolutionnaire. La nécessité ou non du parti ouvrier est ainsi prestement évacuée pour des raisons toutes circonstancielles et sans portée politique à long terme. La question n'est même pas posée que la solution est toute trouvée : le PQ, qui, de toutes façons, est le seul parti à pouvoir réaliser l'indépendance, laquelle sera bénéfique aux travailleurs qui pourront alors commencer à se préoccuper de la lutte de classe et du socialisme. On

voit comment cette position, ramenée à l'essentiel, est absurde : à défaut d'un parti ouvrier, il faudrait savoir se contenter d'un parti bourgeois ! Sous le fallacieux prétexte que l'indépendance politique constituerait une étape non seulement nécessaire mais *de soi* révolutionnaire.

Il faut d'abord rappeler, car l'histoire fourmille d'exemples qui le prouvent, qu'en politique rien ne va jamais de soi. Combien de peuples africains payent aujourd'hui le prix fort, celui du néocolonialisme, pour avoir ajouté foi aux prétentions de leurs leaders nationalistes bourgeois qui, souvent appuyés par les puissances impérialistes elles-mêmes dont ils prétendaient libérer la « nation toute entière », ne faisaient objectivement que jouer le jeu de l'impérialisme qui avait décidé de mettre un terme à l'agitation sociale dans les colonies tout en préparant la voie au développement du capitalisme monopoliste d'État dans les régions qui lui étaient soumises et qui devaient le demeurer.

Or, malgré leur « indépendance formelle », de nombreux pays d'Afrique sont toujours régis suivant les règles de l'exploitation capitaliste et de la domination étrangère. Ainsi, par exemple, les peuples du Sénégal et du Tchad qui sont aujourd'hui « gérés » par ces agents de la francophonie internationale, c'est-à-dire l'impérialisme français, que sont les nationalistes Senghor et Tombalbaye, seraient-ils plus près de la révolution socialiste que ne l'est le peuple de la Guinée-Bissau qui a adopté la voie du front révolutionnaire dirigé par Amilcar Cabral¹ ? Certainement pas ! Les Guinéens, comme les Vietnamiens, sont moins préoccupés par la proclamation d'une indépendance formelle que par la lutte anti-impérialiste, que par la libération nationale. Ils savent ce que l'histoire apprend à tous ceux qui veulent bien l'étudier, qu'en politique rien ne va de soi, surtout pas la révolution.

Le peuple allemand a payé cher lui aussi pour apprendre cette dure réalité. Plus particulièrement les milliers de sociaux-démocrates qui, adhérant au parti national-socialiste d'Hitler,

1. En 1956, Amilcar Cabral fonde le Parti africain pour l'indépendance, puis initie une lutte de libération nationale contre le Portugal en Guinée en 1963. Il est assassiné en janvier 1973, et ne voit donc pas l'ONU reconnaître l'indépendance de la Guinée-Bissau en septembre. Il a écrit notamment sur l'interaction entre la culture et la libération nationale. [nde]

croyaient joindre les rangs d'une formation essentiellement vouée aux intérêts du peuple tout entier puisqu'on y prétendait reconquérir l'honneur de la nation et... du travail pour tous. La suite est connue, mais pas encore assez, semble-t-il, puisque la démagogie nationaliste arrive encore, ici et ailleurs, à tromper des couches importantes de travailleurs.

Affirmer que le parti ouvrier n'existe pas, c'est juste. Mais en conclure que la classe ouvrière doit se ranger sur des positions nationalistes et oublier ses intérêts de classe, c'est de la démagogie et de l'opportunisme. Peut-on qualifier autrement la position des principaux haut-parleurs du mouvement nationaliste et plus particulièrement du PQ, tels Pierre Vallières et Jean Gérin-Lajoie¹, quand ils prétendent que la classe ouvrière et les travailleurs en général ne peuvent pas prendre un meilleur moyen pour servir leurs intérêts que de joindre individuellement les rangs d'un parti dont la direction, l'orientation et la pratique sont manifestement celles d'un parti bourgeois.

Un des principaux obstacles actuels au développement de l'organisation ouvrière et à la création du parti ouvrier est précisément l'action de ces mêmes opportunistes et de leurs semblables, qui voudraient nous faire croire qu'un parti dirigé par des gens comme Claude Morin peut être révolutionnaire, et qui, dans ce but, n'hésitent pas à employer la démagogie la plus basse et la plus mensongère tentant ainsi de tuer dans l'œuf les progrès du mouvement ouvrier et de détruire la crédibilité des militants des avant-gardes ouvrières.

Le peuple québécois, c'est-à-dire toutes les classes exploitées et opprimées par les bourgeoisies locales et étrangères, est assez riche d'expérience pour savoir qu'il n'a plus aucune confiance à accorder aux bourgeois, fussent-ils des nationalistes enragés. Ces derniers d'ailleurs sont les plus dangereux : moins puissants, ils devront être plus répressifs. Maurice Duplessis, par exemple, grand nationaliste comme ses prédécesseurs Papineau, Mercier et combien d'autres, nous a appris des choses qu'il ne faudra jamais oublier. À Murdochville, à Asbestos, à Louiseville, à Valleyfield, et ailleurs et toujours, il *défendait la « nation »* contre Ottawa

1. Voir en particulier de Vallières, *L'urgence de choisir*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1972, et de Gérin-Lajoie, « Le syndicalisme québécois à la recherche d'une orientation », *Le Métallo*, vol. 8, n° 4, Montréal, août 1972.

et *contre les travailleurs*, ses deux principaux ennemis, tout en s'appuyant confortablement, surtout en période électorale, sur son meilleur ami, l'impérialisme américain auquel il devait, en revanche, livrer en pâture une grande partie du Nord québécois et quelques autres « miettes » de mines et de forêts !

Maurice Duplessis avait été élu sur la base d'un programme, le *Catéchisme des électeurs* qui, à bien des égards, allait plus loin que *Quand nous serons vraiment chez nous* de ses fils spirituels Lévesque et Parizeau. Il avait, comme ces derniers, réussi à entraîner derrière lui bon nombre d'éléments progressistes dont il se débarrassa vite une fois au pouvoir, Bref, notre histoire nous a déjà appris que la « nation des nationalistes » est une notion fort trompeuse. Dans les programmes des partis nationalistes et en périodes électorales, surtout quand la victoire paraît possible, la « nation » désigne tout le monde sans exception, les pompiers, les ouvriers, les politiciens, les policiers, les juges, les industriels, les ménagères et les chômeurs, sauf les Juifs et les Anglais ! Mais dès la victoire remportée, au premier conflit important, on voit les policiers « nationaux » matraquer les ouvriers « nationaux » sur l'ordre de l'État « national » maintenu coûte que coûte dans la légalité par les juges « nationaux » : les ménagères « nationales » et leurs enfants manquent alors de l'essentiel, les industriels « nationaux », fussent-ils juifs ou anglais, maintiennent leur taux de profit et les sociétés de prêts personnels « nationales » font des affaires d'or. . .

Quand René Lévesque, du PQ, dénonce les « folichonneuses » du syndicalisme en parlant des événements de mai 1972 à Sept-Îles¹, quand Claude Morin annonce que les gauchistes, les anarchistes et les marxistes n'ont pas à s'attendre à un régime de faveur dans un Québec « indépendant » – on sait de qui il parle et à quoi il fait allusion – quand ils parlent ainsi, Lévesque et Morin réduisent à néant tous les propos de Vallières sur l'« unité nationale » dans son « *Urgence de choisir. . . le cul-de-sac nationaliste* ».

Selon toute vraisemblance, la direction du PQ, dans son ambition aveugle de mettre un terme à l'hégémonie de la bourgeoisie financière de Toronto sur le territoire québécois, est

1. À la suite de l'emprisonnement des chefs syndicaux après le premier Front commun, plusieurs manifestations de soutien se tiennent un peu partout au Québec. À Sept-Îles, un millier de manifestants s'emparent du centre-ville et de la station de radio. [nde]

prête à toutes les concessions à l'égard des Américains... qui ne demandent pas mieux, eux qui, partout dans le monde, voient se présenter des adversaires, sinon des ennemis, là où ils comptaient ne recruter que des vassaux : en Europe, au Japon et même en Amérique latine. Leurs bonnes relations avec l'URSS semblent dorénavant intéresser, tout autant sinon davantage, les Yankees que le développement du Marché commun : c'est que l'Allemagne de l'Ouest reprend du poil de la bête, d'autant plus que sa réunification avec l'Allemagne de l'Est approche. Elle est donc une force à neutraliser, ce à quoi les Soviétiques peuvent aider, entre autres choses.

De même, le développement de l'Organisation des États américains (OÉA) devient visiblement moins pressant aux yeux des capitalistes américains que celui de leurs liens avec la bourgeoisie brésilienne. Le Japon, pour sa part, apparaît de jour en jour comme un concurrent toujours plus puissant dans le Pacifique, en Asie du Sud-Est et même sur la côte ouest du Canada.

Il ne faudrait pas, dans ces conditions, que le nationalisme canadien prenne à son tour la forme d'une résistance organisée à une plus grande implantation de l'impérialisme yankee sur le territoire même du continent nord-américain, là où des ressources bientôt indispensables, telles l'eau, l'énergie, le pétrole, se trouvent en abondance et à la porte. Car alors les Américains ne seraient pas loin de voir d'un œil plutôt sympathique le démembrement (déjà en cours par les soins de l'impérialisme, suivant Kari Levitt¹) de cet immense pays, largement inexploité, et qui déjà manifeste des velléités d'indépendance et de souveraineté non seulement politique mais aussi économique. Dans la conjoncture internationale qui s'annonce, dominée par une crise aiguë de l'impérialisme, dont la crise monétaire, l'inflation et le chômage sont les symptômes les plus perceptibles et les plus tenaces... avec l'éternel massacre du peuple vietnamien, la montée du nationalisme québécois, essentiellement anticanadien et anti-mouvement ouvrier, à cause de l'« agitation néfaste », risque fort de se faire avec la bienveillante sympathie des maîtres de l'impérialisme.

1. Voir son livre intitulé *La Capitulation tranquille*, Montréal, Rééditions-Québec, 1972, p. 86 et ailleurs.

Il serait, à cet égard, présomptueux de prendre pour acquis que les intérêts des capitalistes américains, d'une part, et canadiens, d'autre part, sont trop intégrés pour permettre le développement d'antagonismes et de conflits graves entre les uns et les autres. Les deux guerres mondiales de ce siècle, pour prendre un exemple extrême, ont vu s'affronter des bourgeoisies qui pourtant avaient beaucoup d'intérêts économiques communs, à tel point que les Anglais, par exemple, ont refusé jusqu'à la dernière minute en 1939, de croire que les Allemands allaient déclencher la guerre.

En résumé, *le mouvement nationaliste québécois* qui, comme les nationalismes africains et latino-américains, participe au vaste mouvement de libération nationale qui secoue le monde depuis quelques années, *est voué, tant qu'il demeure sous une direction bourgeoise réactionnaire, à faire le jeu de l'impérialisme*, tout comme celui de Maurice Duplessis ou celui de Jean Lesage, chacun à leur façon, au cours des 30 dernières années, tout comme celui de Léopold Senghor, au Sénégal, et autres « francomanes » aveugles. À l'époque du renversement du capitalisme et de l'impérialisme et de la construction du socialisme, la direction de la lutte ne peut, pour aucune considération, être abandonnée aux bourgeois, petits ou moyens, encore moins quand leur nationalisme les met dans la position d'avoir à s'acquiescer avec les forces impérialistes.

CHAPITRE 2

LA NÉCESSITÉ DE LA DIRECTION OUVRIÈRE

À l'étape de la lutte anti-impérialiste, l'« hégémonie de la classe ouvrière » signifie que la direction de la lutte de libération, de la lutte pour l'indépendance et le socialisme ne peut être assumée que par la classe ouvrière, et plus précisément par le parti ouvrier révolutionnaire, le parti prolétarien. Telle est la conclusion qui se dégage de l'analyse de la contradiction fondamentale à notre époque, ce que Foto Çami, membre de la direction du Parti du travail d'Albanie, exprime dans les termes suivants :

La classe ouvrière sous le capitalisme est la seule classe qui n'a rien à perdre de la révolution. Elle a plus intérêt que n'importe

quelle autre classe à renverser les anciens rapports d'exploitation dans la production. En tant que classe, elle ne possède rien à part sa force de travail ; en tant que classe liée à la grande production moderne, qui a atteint aujourd'hui un haut degré de concentration, en tant que classe ayant des possibilités d'éducation et d'organisation, et possédant sa théorie scientifique et son propre état-major politique, la classe ouvrière est non seulement la classe la plus révolutionnaire, mais aussi la seule classe capable de remplir la fonction dirigeante dans la lutte pour le socialisme¹.

Ainsi, la tâche historique de réaliser la révolution socialiste au Québec et, par le fait même, d'apporter la véritable solution à la question de l'autodétermination, exige une direction, celle de la classe ouvrière québécoise organisée. Lê Duân, révolutionnaire vietnamien, écrit :

Le mouvement d'indépendance nationale ne deviendra un mouvement vraiment révolutionnaire que s'il fait corps avec le mouvement socialiste et se développe suivant la voie non capitaliste. [Parlant des États nationaux nouveaux, l'auteur continue] Si ces pays s'arrêtaient à l'indépendance nationale, ils tomberaient inéluctablement sous la dépendance de tel impérialisme ou de tel autre ou, dans le meilleur des cas, s'engageraient dans la voie du réformisme bourgeois. Ce n'est qu'en s'engageant dans la voie du développement non capitaliste que ces pays pourront conquérir une indépendance totale et véritable. Pour cela, la condition *sine qua non* est d'y établir l'hégémonie révolutionnaire de la classe ouvrière et un pouvoir vraiment national et démocratique. « *Établir l'hégémonie révolutionnaire de la classe ouvrière est la question primordiale pour la révolution tant à l'échelle internationale que nationale* »².

L'expérience historique du mouvement ouvrier international est sans doute la plus éclatante confirmation des propos de Lê Duân, en particulier en URSS, en Chine, en Albanie et au Viêt-nam même.

À l'encontre des prétentions des nationalistes selon lesquels les travailleurs n'ont d'autre choix que de joindre les rangs

1. « La classe ouvrière et sa mission historique mondiale », *Albanie aujourd'hui*, Revue de politique et d'information, n° 2 (3), Tirana, mars-avril 1972, p. 5-6.

2. *Le rôle de la classe...*, *op. cit.*, p. 19-20. (Je souligne. C.G.)

du Parti québécois, parti bourgeois parce que procapitaliste et proimpérialiste, *le prochain saut qualitatif du mouvement ouvrier sera franchi au Québec avec la création du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, le parti prolétarien. La principale contradiction à résoudre en ce moment au sein du mouvement ouvrier québécois est celle de la création du parti de classe du prolétariat.*

Au sujet du parti, Foto Çami écrit :

Sans son parti, la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elle vit et elle agit, ne peut acquérir d'elle-même une conscience de classe, que « faute d'un parti politique doté d'un programme clair, d'une stratégie et d'une tactique scientifique, la lutte, soit demeure à mi-chemin, soit échoue », que « le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme, qu'il existe un ou plusieurs partis, est une loi objective », qui dérive du fait que la lutte pour le socialisme a pour fondement théorique l'idéologie de la classe ouvrière, le marxisme-léninisme, et que seul le parti communiste du prolétariat est le porteur de cette théorie, que seul il peut l'élaborer et la mettre en pratique¹.

En conclusion, la création du parti ouvrier est l'objectif premier au sein du mouvement ouvrier. Un objectif est prioritaire en pratique, quand toutes les tâches et toutes les formes d'organisation politique lui sont subordonnées. Cela, cependant, ne veut pas dire que le parti doit être créé demain ni même dans les mois qui viennent. Cela ne veut surtout pas dire que sa création consiste à réunir le plus vite possible le plus grand nombre de travailleurs. Le parti prolétarien n'est pas n'importe quel parti. . .

CHAPITRE 3

LE RÊVE SOCIAL-DÉMOCRATE

Bien des points de vue circulent présentement au Québec, comme partout ailleurs dans les pays capitalistes, sur la nature du parti ouvrier révolutionnaire. À l'heure actuelle, alors que se dessine une voie révolutionnaire qui s'appuie sur « l'organisation à la base », d'une part, et sur la propagande au sein des masses, de l'autre, on remarque que l'opportunisme, le réformisme et un certain gauchisme ont encore suffisamment d'adeptes et de

1. « La classe ouvrière et sa mission historique », *op. cit.*, p. 10.

porte-parole qui parviennent à semer la confusion au sein du prolétariat. En conséquence, nombreux sont ceux qui renoncent en pratique à faire l'effort d'analyse nécessaire à la juste solution de la contradiction qui, au sein du mouvement ouvrier, oppose l'aspiration à la solidarité et à l'unité, d'un côté, et les divisions réelles qui existent parmi les diverses couches exploitées et opprimées du peuple, de l'autre.

À l'origine et du désir d'unité et des divisions du peuple, il y a, bien sûr, les contradictions mêmes du capitalisme. Parce qu'elles placent le prolétariat et une fraction au moins de la petite bourgeoisie dans des conditions communes d'exploités et d'opprimés, les contradictions du capitalisme poussent le peuple à s'unir. Mais en même temps, comme l'exploitation et l'oppression capitalistes revêtent des formes particulières propres par bien des aspects à chacune des classes, des fractions et même à chaque groupe de travailleurs d'une entreprise donnée, les contradictions du capitalisme sont aussi source de divisions au sein du peuple.

Les contradictions au sein du peuple prennent différentes formes dont la plus pernicieuse est sans doute l'existence de courants idéologiques, de formes d'organisation et de projets politiques qui ont des apparences progressistes, mais portent en fait, et sèment, les germes de la réaction et son appelés, faute d'être combattus à temps, à faire le jeu des bourgeois, les ennemis du peuple.

LE « PARTI DES TRAVAILLEURS »

Les sociaux-démocrates, pour leur part, véhiculent présentement les idées les plus aberrantes sur ce qu'ils appellent le « parti des travailleurs » ou encore des « salariés », qu'ils confondent d'ailleurs entièrement avec l'organisation ouvrière en général. Selon eux, le « parti des travailleurs » résulterait finalement de l'*addition* du plus grand nombre de travailleurs salariés, ce qui implique que le salariat devient un critère déterminant dans l'analyse des classes. Quand on sait que le premier ministre est salarié, comme bien des médecins et des présidents de grandes corporations, il faut se demander où cela nous mène !

Est-il nécessaire de dire que le parti qui regroupera « tous les travailleurs syndiqués et non syndiqués » n'est pas près de naître

si seulement il voit jamais le jour ? C'est pourtant l'objectif que s'est fixé le Front d'action politique (FRAP), entre autres¹. On pourrait mettre une telle affirmation sur le compte de l'enthousiasme ou de la naïveté, mais il n'en est rien : le texte cité plus haut est suffisamment explicite pour montrer combien courtes et partielles demeurent les analyses qui sous-tendent les positions à tout le moins de la direction de cette organisation.

Faisant fi d'acquis indiscutables du mouvement ouvrier international et québécois, le FRAP insiste pour que le « parti des travailleurs » québécois soit mis sur pied par les syndicats, tout de suite. L'argument principal à l'appui d'une telle position est l'existence dans les dernières années de nombreux « fronts communs », qui démontreraient l'unité, déjà réalisée, des travailleurs. Les « fronts communs », tout significatifs qu'ils puissent être, doivent-ils nous faire oublier les conflits chez les ouvriers du bâtiment, doivent-ils nous faire oublier la naissance encore toute récente de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), le départ de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) du Syndicat des fonctionnaires de la Province de Québec (SFPQ), des menaces de départ d'autres syndicats, et le reste. . .

Les sociaux-démocrates sont fatigués de débattre ces questions et bien d'autres. Ce n'est pas l'analyse, l'étude et les débats qui vont faire progresser le mouvement ouvrier, c'est l'action, l'action qui crée la solidarité, l'unité et la force : tel est leur point de vue.

En politique, bien sûr, l'action est déterminante, mais il n'est pas interdit de réfléchir avant d'agir, pas plus que de passer ses actions au crible de la critique. À défaut de quoi l'action devient de l'activisme pur et la solidarité ouvrière, une suite désordonnée de feux de paille sans lendemain, si ce n'est des lendemains d'amertume, comme le récent Front commun de la fonction publique, entre autres, en a tant connus.

Cette démangeaison qui fait que les sociaux-démocrates soient si portés sur l'action, dont les élections, et si peu sur l'étude et la critique vient de la conclusion fautive suivant laquelle les travailleurs ne sont pas intéressés au travail théorique. Une

1. Voir le document ronéotypé intitulé *Le FRAP, les syndicats, l'action politique (II)*, qui date très probablement de septembre 1972.

telle conclusion n'est possible qu'en raison d'une énorme confusion entre le travail théorique isolé, dont l'expérience est toujours désastreuse en effet, et le travail théorique lié au travail pratique. Aucun progrès réel ne peut exister au sein du mouvement ouvrier sans cette condition fondamentale qui consiste à toujours articuler la théorie et la pratique, à faire avancer la théorie par la pratique, à faire progresser la pratique par la théorie. Les organisations populaires qui appliqueront ce principe politique ne regrouperont pas nécessairement *tous* les travailleurs, mais ce sont elles qui seront à l'avant-garde des progrès réalisés par le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi il ne suffit pas qu'un parti soit composé en grande majorité de travailleurs, sinon en totalité, pour être un parti révolutionnaire. La CSD est composée presque exclusivement de travailleurs et même d'ouvriers. Compte tenu des critiques formulées par nombre d'entre eux à l'endroit de la CSN qu'ils viennent de quitter, on peut même affirmer qu'il se trouve dans la CSD de nombreux ouvriers progressistes, plus progressistes que bien des permanents syndicaux. Pourtant, cela ne suffit pas à faire de la CSD une organisation progressiste, encore moins révolutionnaire. Comme quoi le fait qu'une organisation soit composée en totalité de travailleurs n'est pas une garantie de son caractère progressiste. La conscience de classe, élément essentiel du caractère révolutionnaire de toute organisation ouvrière, ne naît pas spontanément au sein des travailleurs, elle ne naît pas davantage de leur simple unité organisationnelle.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU QUÉBEC

Il ne faudrait pas penser que la social-démocratie québécoise est toute entière réunie au sein du FRAP, pas plus qu'il ne faudrait considérer que le FRAP est essentiellement composé de sociaux-démocrates, bien au contraire. La réalité politique québécoise n'est pas si simple : elle est faite de multiples contradictions, qui se retrouvent tant au sein de la bourgeoisie et de ses fractions qu'en celui du peuple et des différentes couches sociales qui le composent. C'est d'ailleurs la complexité même de cette réalité politique qui commande aujourd'hui aux militants et aux groupes politiques de porter une attention particu-

lièrement grande et constante aux aspects théoriques de la lutte ouvrière.

Au Québec à l'heure actuelle, la social-démocratie constitue davantage un courant idéologique qu'une force organisée, comme cela peut être le cas ailleurs, en Europe, par exemple, avec les partis communistes prosoviétiques qui ne sont rien d'autres que des partis sociaux-démocrates (qualifiés là-bas de révisionnistes). Au Québec, c'est dans les directions syndicales, dans la « gauche du PQ » et dans des organisations populaires locales, dont le FRAP, qu'on retrouve le courant social-démocrate.

Un courant idéologique, pas plus qu'une organisation ou un parti, n'existe jamais d'une façon durable sans assises de classe. Ce sont des intérêts de classe qui poussent des groupes à développer une orientation, une idéologie commune et parfois à s'organiser en association ou en parti. Les assises de classe de la social-démocratie sont partout les mêmes : la fraction la moins privilégiée de la petite bourgeoisie, d'une part, et la « couche supérieure » de la classe ouvrière, d'autre part¹. C'est ainsi qu'on peut retrouver ensemble des professeurs d'université et des ouvriers hautement spécialisés, des techniciens, et le reste. Ces personnes ont en commun des conditions de vie relativement avantageuses par rapport à l'ensemble du prolétariat. C'est pourquoi ils n'envisagent pas tant la destruction radicale du système capitaliste actuel que son amélioration, son « humanisation ». Ils répugnent très souvent à une analyse matérialiste dialectique de la société, qui révèle deux pôles aux intérêts radicalement opposés, contradictoires et littéralement antagonistes. Placés devant l'obligation pratique de choisir dans un conflit particulier ou dans le cours du développement de la lutte ouvrière, ils devront aller soit du côté de la classe ouvrière, du prolétariat ou bien de celui de la bourgeoisie. Les sociaux-démocrates sont précisément ceux qui en pratique font le jeu des bourgeois, c'est-à-dire du capitalisme, tout en prétendant être du côté du prolétariat et du peuple tout entier.

1. Voir sur cette question l'ouvrage de Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1966, p. 126-131.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST AUSSI UN CUL-DE-SAC

De la même façon que certains péquistes déclarent que l'indépendance ce n'est pas tout, qu'il faudra aller plus loin, il se trouve des militants qui, admettant lutter pour la consolidation du courant social-démocrate par la création du « parti des travailleurs », ajoutent que c'est une étape par laquelle il faut passer : il y a ou il y a eu des partis sociaux-démocrates partout, disent-ils.

Cette position nous ramène en fait au PQ et aux « étapes ». Pour les sociaux-démocrates, parmi lesquels il faut compter les « péquistes de gauche », les *étapes* renvoient à une suite de combats particuliers, c'est-à-dire conçus en dehors de toute ligne stratégique cohérente, la nature de la lutte à mener à chaque étape étant tout entière déterminée par des conditions immédiates le plus souvent subjectives. Ce qui se réfléchit dans leurs arguments, tels : « les travailleurs ne sont pas prêts pour le socialisme » ; « les travailleurs veulent de l'action, pas de la théorie » ; et le reste. . .

La lutte pour le socialisme comporte des étapes, c'est certain. Mais on ne peut parler d'étapes qu'à l'intérieur d'une même lutte, d'un même processus et chaque étape doit être conduite suivant les exigences de l'objectif final. Les « étapes » des sociaux-démocrates ne sont qu'une expression de leur opportunisme petit-bourgeois : ils vont là où il leur paraît le plus facile de réaliser *leurs* visées petites-bourgeoises et tentent de faire croire que leurs intérêts sont une étape dans la poursuite des intérêts du prolétariat.

En fait, les étapes de la lutte révolutionnaire sont constituées chacune par les luttes menées pour la résolution de la contradiction principale (à l'intérieur d'une étape) toujours dans la perspective de la résolution de la contradiction fondamentale d'une période historique donnée. À l'âge du dépérissement du capitalisme, la contradiction fondamentale est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, à toutes ses fractions. À l'ordre du jour de la révolution figure aujourd'hui la destruction du capitalisme, la construction du socialisme. Le prolétariat québécois est dorénavant engagé dans la lutte contre le capitalisme : ses ennemis sont les bourgeois d'où qu'ils viennent. C'est ainsi que l'indépendance du Québec obtenue par la constitution d'une bourgeoisie

locale soumise à l'impérialisme n'est pas et ne peut pas être un objectif du prolétariat québécois.

Cependant, la marche du peuple québécois vers le socialisme se fait dans des conditions concrètes spécifiques. Elle comportera nécessairement des étapes, dont possiblement l'indépendance nationale. Dans ce cas, à l'étape où la question nationale constitue la contradiction principale, le prolétariat ne peut éviter d'intervenir dans la solution de cette contradiction. Mais en même temps, il doit le faire sur la base de ses intérêts, certainement pas sur celle d'intérêts bourgeois ou petits-bourgeois. Si le prolétariat allait accepter une direction politique bourgeoise ou petite-bourgeoise, il ferait le jeu de ses ennemis de classe.

Le Duân écrit :

Sous n'importe quelle forme et dans n'importe quelles conditions, dans les décisions politiques quotidiennes comme dans la lutte, c'est une question de principe pour tout révolutionnaire de ne jamais perdre de vue le but final. Considérer les luttes pour de menus avantages quotidiens, pour des objectifs immédiats comme « tout » et comme « rien » le but final, « sacrifier au présent l'avenir du mouvement » est une manifestation du pire opportunisme dont le résultat ne peut que maintenir les masses populaires éternellement sous le joug de l'esclavage. [...]

Des premiers pas au but final, la révolution doit nécessairement passer par de nombreuses étapes d'une lutte extrêmement ardue, complexe, avec de nombreux détours, afin d'éliminer les obstacles les uns après les autres, de changer le rapport de force entre la révolution et la contre-révolution, et d'arriver enfin à se créer une position de suprématie écrasante sur la classe dominante. [...]

Aussi, sur le long chemin menant au but final, est-il impensable d'ignorer les conditions concrètes de la lutte à chaque période donnée [...]. Lénine n'a-t-il pas exigé des communistes qu'ils prêtent une attention constante et la plus objective possible, non seulement à la situation intérieure, mais encore à tous les facteurs de l'économie et de la politique mondiales, à toutes les forces de classe dans le pays comme à l'échelle du monde et au rapport entre ces forces¹.

1. *La révolution vietnamienne, problèmes fondamentaux, tâches essentielles*, Hanoï, Éditions en langues étrangères, 1970, p. 42-44.

Il n'est pas possible que le prolétariat accepte une direction nationaliste ou social-démocrate sans renier ses intérêts, c'est-à-dire sans marquer un recul dans la poursuite de son objectif fondamental, le socialisme. Encore une fois, l'histoire fourmille d'exemples où la classe ouvrière a été trompée magistralement par les nationalistes ou les sociaux-démocrates. Aux exemples de nationalismes africains déjà mentionnés, il n'y a qu'à ajouter ceux de la social-démocratie anglaise et européenne, qui n'a jamais rien produit qu'on puisse qualifier de socialiste nulle part. Le socialisme et le capitalisme sont radicalement inconciliables et tout régime qui laisse le capitalisme en place, qui n'engage pas un processus de destruction du capitalisme, ne peut être appelé socialiste. Cela vaut pour la Suède comme pour la Grande-Bretagne du Labour Party.

Faire appel aux syndicats pour créer le « parti des travailleurs », c'est précisément s'adresser aux représentants de ces couches sociales qui constituent la base objective de la social-démocratie. Il n'y a qu'à étudier l'histoire du Nouveau parti démocratique (NPD) pour s'en rendre compte. Les syndicats du Québec, comme ceux du Canada, sont composés en grande partie de la « couche supérieure » de la classe ouvrière et de petits bourgeois de la fraction la moins privilégiée. Leurs directions sont toutes imprégnées de l'humanisme social-démocrate. Ce n'est pas de là, très certainement, que sortira la direction de la lutte révolutionnaire, le parti prolétarien¹.

Faire appel aux directions syndicales actuelles pour créer le « parti des travailleurs » au Québec, c'est s'adresser aux porteparole des couches sociales qui constituent la base objective de la social-démocratie. Ces directions syndicales sont en effet dominées par les éléments réformistes venus ou bien de la « couche supérieure » de la classe ouvrière, celle qui jouit des meilleures conditions de travail, ou bien de la fraction moins privilégiée de la petite bourgeoisie. L'humanisme social-démocrate et la prétendue aspiration à un « socialisme démocratique » de ces éléments

1. Dans la deuxième édition (décembre 1972), ce dernier paragraphe avait été remplacé par les quatre suivants. Cette modification n'a pas été retenue dans la troisième édition (mai 1975), sans doute parce qu'on avait « photographié » la première. [nde]

sont une forme de l'idéologie bourgeoise en ce qu'ils nient la réalité fondamentale de la lutte des classes, l'opposition antagoniste, inconciliable, du prolétariat et de la bourgeoisie.

L'alliance des bureaucraties syndicales et des intellectuels sociaux-démocrates contre le courant révolutionnaire, marxiste-léniniste, au sein du mouvement ouvrier québécois, est déjà un fait accompli. Un fait qui n'est pas sans rappeler certains épisodes du développement de la social-démocratie canadienne, aujourd'hui le NPD, dont le chef actuel, David Lewis, a été un artisan dévoué, alors qu'avocat grassement payé par des « unions internationales », il s'employait à combattre les syndicats communistes au profit de la domination impérialiste sur les travailleurs canadiens.

Les travailleurs québécois ne sont d'ailleurs plus dupes des bureaucraties syndicales, même si leur résistance à la manipulation des *boss* syndicaux se fait parfois dans la confusion et une certaine incohérence. Le cas des syndiqués qui ont suivi les Dion, Dalpé et Daigle dans la CSD, et qui sont justement en grande partie des secteurs industriels les moins bien payés, chaussures, textiles et vêtements, entre autres, est très significatif à cet égard : ils ont dit non au verbiage pseudo-révolutionnaire, aux appels à l'unité de classe noyés dans des campagnes de maraudage faites à coup de cassage de gueules ! Le cas des Métallos qui, lors du dernier congrès de cette union, dirigée (et comment !) par Jean Gérin-Lajoie, se sont attaqués aux propos de ce dernier dans son « rapport moral ». Dénonçant le syndicalisme d'affaires de leur direction, ils ont été écoutés par tous et entendus par plusieurs.

Ce n'est très certainement pas des bureaucrates du syndicalisme que les travailleurs, syndiqués ou non syndiqués, peuvent attendre la direction de la lutte révolutionnaire, ni la création du parti prolétarien.

CHAPITRE 4

LE PARTI PROLÉTARIEN, PARTI DES MASSES

Contrairement à ce que peuvent prétendre certains opportunistes, nationalistes, réformistes ou sociaux-démocrates, le parti ouvrier n'est pas le résultat d'une adhésion de groupes ni de militants ; il n'est pas le parti du plus grand nombre, même s'il est le *parti des masses*.

Le parti prolétarien est avant tout l'*organisation de direction* de la lutte de classe du prolétariat contre le pouvoir bourgeois. C'est une organisation de militants partageant une ligne politique commune, prolétarienne, qui reconnaît à la source de toutes les contradictions actuelles au sein de la société industrialisée, la contradiction fondamentale qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et dont, conséquemment, l'objectif essentiel est à plus ou moins long terme l'abolition radicale des rapports d'exploitation capitalistes.

Le *parti* est, parmi toutes les organisations ouvrières et populaires, syndicats, associations, comités et le reste, celle qui assume la direction de la lutte, celle qui se situe à l'avant-garde du *mouvement ouvrier* qui, pour sa part, est composé de toutes les organisations populaires et de leurs luttes. Le parti ne s'oppose donc pas aux nombreuses *organisations* qui naissent au sein des masses et qui luttent pour des objectifs particuliers ; il ne cherche pas non plus à les fondre ensemble organiquement, à les réunir en une seule organisation plus nombreuse, encore moins à les détruire !

C'est ainsi que le parti prolétarien est fondamentalement un parti de masses : ses objectifs à court et à long terme sont déterminés par les intérêts des *masses*, c'est-à-dire *toutes les classes, couches et fractions de classe qui composent le peuple exploité et opprimé*. Aussi longtemps qu'il existera des contradictions au sein même du peuple, il y aura diverses formes d'organisations populaires ayant des objectifs particuliers. C'est pourquoi le « parti des travailleurs » dont le projet repose sur la négation idéaliste des contradictions internes au peuple, est voué à l'échec du point de vue de la révolution. Au contraire, le parti de masses prolétarien reconnaît ces contradictions, mais indique que leur solution réelle réside dans celle de la contradiction fondamentale du capitalisme.

Dans un premier temps, le parti prolétarien agit au sein du mouvement ouvrier dans le seul but de lui imprimer une orientation révolutionnaire en dévoilant toujours plus clairement les contradictions sous-jacentes à tout conflit et à leur lutte. Ce qui compte alors, ce n'est pas tellement le développement du parti comme organisation, mais plutôt le développement du mouvement ouvrier tout entier, la pénétration au sein des masses de l'idéologie prolétarienne par une plus grande clarification des

intérêts de classe du prolétariat. Semblable développement se traduit concrètement par des luttes plus nombreuses sans doute, mais surtout par des luttes qui dévoilent toujours plus complètement les contradictions du capitalisme et font davantage ressortir les intérêts objectifs du prolétariat et des masses opprimées. C'est en visant juste, au cœur de la contradiction, que les luttes populaires produisent ce résultat, qui a comme effet un affaiblissement réel et durable de la position de la bourgeoisie dans le rapport de force.

Ainsi se crée une ligne politique prolétarienne, ainsi se développe la conscience de classe du prolétariat. À ce stade déjà, le parti prolétarien joue son rôle de direction, idéologique surtout. Ce n'est que plus tard dans le processus de son développement que le parti pourra exercer la fonction d'une véritable direction politique. Son action, dans ce deuxième temps, sera de nature à transformer directement le rapport de force à l'avantage du peuple en affaiblissant le pouvoir bourgeois toujours davantage jusqu'à pouvoir le renverser.

Avant de pouvoir assumer la direction politique du prolétariat en lutte, le parti est d'abord appelé à constituer un pôle idéologique. Dans son sillage, l'organisation ouvrière peut marquer des points, faire des sauts qualitatifs, passer des luttes locales et particulières à des luttes qui ébranlent le système toujours plus fortement parce qu'elles concernent les intérêts du prolétariat tout entier.

Le parti prolétarien est aussi parti de masses de par la nature de ses rapports avec les masses. Déjà, dès le départ, le parti prolétarien ne peut constituer un pôle idéologique que dans la mesure où son orientation, sa ligne politique, traduit objectivement les intérêts prolétariens. Des analyses justes sur les classes, sur la conjoncture, des propositions stratégiques et tactiques articulées, des mots d'ordre précis et cohérents ne sont pas le fruit du hasard ni de... l'imagination créatrice. Ils supposent tous des liens étroits et constants du parti et des masses, des liens tels que la ligne du parti est l'expression généralisée, c'est-à-dire portée au niveau de la conscience et à celui de la science, des intérêts objectifs du prolétariat tout entier.

Le rôle du parti consiste non seulement à définir des objectifs justes, mais à saisir ce que les masses sont prêtes à faire et à

les entraîner en avant *sans jamais recourir à la contrainte* mais en lançant des mots d'ordre et des directives dont les masses peuvent se *saisir*, en élaborant une tactique et une stratégie adéquates et en aidant les *masses à s'organiser*.

L'expérience historique [...] éclairée par la théorie marxiste, fait ressortir que le caractère de classe de la pratique politique et idéologique d'un parti se manifeste dans la forme de ses rapports avec les masses, dans les rapports intérieurs au parti [...].

En résumé, un parti dirigeant ne peut être un parti prolétarien que s'il ne prétend pas *commander* aux masses et qu'il reste, au contraire, *l'instrument de leurs initiatives*. Cela n'est possible que s'il se soumet effectivement à la critique des masses [...].

Le rôle d'un parti prolétarien est donc d'*aider* les masses à réaliser *elles-mêmes* ce qui est conforme à leurs intérêts fondamentaux. [...].

Un parti prolétarien ne peut prétendre « agir à la place » des masses. Celles-ci doivent, en effet, *se transformer elles-mêmes* tout en transformant le monde objectif, et elles ne peuvent se transformer qu'à travers *leur propre expérience* des victoires et des échecs. C'est ainsi seulement que les masses peuvent *conquérir une conscience, une volonté, une capacité collectives, c'est-à-dire leur liberté de classe*.

Cette longue citation tirée d'un article de Charles Bettelheim¹ reprend certains caractères essentiels du parti prolétarien. On voit ainsi mieux comment, à l'étape de sa formation, le rôle du parti ne consistera pas à réunir ensemble le plus grand nombre de groupes et de militants dans l'espoir que de ces « fronts communs » sortira un parti fort ; qu'il ne consistera pas non plus à convaincre les directions syndicales de décider arbitrairement et autoritairement que les syndiqués composent dorénavant le « parti des travailleurs ». Il ne consistera pas davantage à élaborer un programme suffisamment vague pour accommoder tous les « salariés » et leur vendre des cartes.

Ces méthodes bureaucratiques et opportunistes produisent plus de divisions que d'unité, car elles reposent sur une absence radicale d'analyse et de conscience des intérêts de classe en jeu.

1. « Dictature du prolétariat, classes sociales et idéologie prolétarienne — Réponse à Paul Sweezy », *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Petite collection Maspero, n° 38, Paris, François Maspero, 1972, p. 76-78.

Sans nier le caractère positif des « fronts communs » qu'a connus le mouvement ouvrier au cours des dernières années, et qui témoignent sans équivoque du désir d'unité, du sens de la solidarité des travailleurs et, dans bien des cas, de leur haute combativité, le fait demeure que jusqu'à maintenant ces « fronts » ont été organisés par des bureaucrates syndicaux plus intéressés à muser leurs propres intérêts de petits bourgeois qu'à travailler aux progrès du mouvement ouvrier. Il n'est pas étonnant que rares aient été les occasions où ces « fronts communs » ont situé leur lutte en termes d'intérêts de classe clairs et nets.

Du point de vue du mouvement ouvrier, la multiplication des « fronts communs » constitue un événement majeur, mais ils ne le transforment pas en un mouvement révolutionnaire, lequel ne peut exister que sous la direction d'un parti de classe. Le parti prolétarien est au mouvement ouvrier ce que le plan ou la structure est à l'édifice : les matériaux, c'est-à-dire les organisations ouvrières et populaires, ne sont pas transformés en eux-mêmes, mais, ensemble et articulés d'une certaine façon, ils constituent quelque chose de qualitativement différent. *L'existence du parti prolétarien fait du mouvement ouvrier, de l'ensemble des organisations populaires et de leurs luttes, un mouvement révolutionnaire, un mouvement de classe du prolétariat pour la prise du pouvoir.*

Ainsi que le déclare Lê Duân :

Le premier problème fondamental de la révolution est l'affirmation de façon juste et entière du rôle dirigeant de la classe ouvrière. Par sa position économique, politique et historique, la classe ouvrière est devenue le représentant authentique du progrès de la société humaine à notre époque, la seule classe qui permette au peuple travailleur de devenir maître de son destin¹.

Voilà ce qu'ont oublié tant les sociaux-démocrates que les nationalistes petits-bourgeois. Leurs bonnes intentions, le cas échéant, n'ont pas suffi à leur faire prendre de bonnes décisions. Tel n'en demeure pas moins le fondement de la ligne prolétarienne, de l'idéologie révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme. C'est dans ce contexte que se mesure toute la portée de l'affirmation de Lénine, « pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ». En effet, au point de départ de

1. *La Révolution vietnamienne... op. cit.*, p. 27.

l'organisation du parti révolutionnaire, il y a l'analyse scientifique, matérialiste, de la société, des classes sociales et de leurs rapports, il y a l'analyse de la conjoncture.

Les caractéristiques essentielles du parti prolétarien, à savoir qu'il est une organisation de masses, qu'il définit la contradiction fondamentale comme étant celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, qu'il est l'organisation de direction de la lutte du prolétariat et du peuple tout entier et qu'enfin il est un parti de masses, ces caractéristiques ont toujours, à première vue, l'apparence d'abstractions sans rapport avec les pratiques et les formes d'organisation ouvrières actuelles. C'est qu'à ce moment-ci, leur portée concrète est de résumer les exigences qu'aura à satisfaire le parti ouvrier québécois pour être un parti révolutionnaire.

Elles permettent également de juger, dans la plupart des cas, si telle ou telle forme d'action politique est cohérente, compatible avec l'objectif du parti à créer. Elles sont aussi l'instrument de critique des pratiques (formes d'action) réformistes et petites-bourgeoises. Le parti prolétarien n'existant pas au Québec, on ne peut, examinant les diverses organisations populaires actuelles, que constater l'absence du parti et tâcher en même temps de préciser les conditions de son existence, c'est-à-dire en termes concrets, déterminer ce qu'il faut changer et ce qu'il faut conserver des pratiques présentes pour parvenir au parti.

DEUXIÈME PARTIE

NÉCESSITÉ DE LA LUTTE SUR LE FRONT IDÉOLOGIQUE

CHAPITRE PREMIER

SORTIR DE LA CONFUSION IDÉOLOGIQUE

Si la création du parti ouvrier constitue à l'étape actuelle la principale contradiction à résoudre au sein du mouvement ouvrier québécois, il est certain que le premier obstacle à la réalisation de cette tâche est la confusion idéologique que les opportunistes et les réformistes de tout acabit introduisent dans les organisations ouvrières. Ainsi, s'il ne se trouve à peu près aucun militant ouvrier qui accorde sa confiance au Parti libéral du Québec, on en dénombre en revanche encore beaucoup qui espèrent

tout du Parti québécois ou d'une éventuelle formation politique issue du mouvement syndical et patronnée par ses leaders.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que cette confusion existe et il faudrait être totalement dépourvu de sens politique et s'appuyer uniquement sur la « spontanéité des masses » pour penser qu'une telle confusion, qui n'est pas le fait du hasard, va se dissiper d'elle-même, sans une lutte systématique, persévérante et acharnée pour le triomphe de son contraire, la clarification constante des intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs en général, condition essentielle à la création et au développement du parti.

Comment sortir de cette contradiction, non pas au niveau des 15, 20 ou 30 associations ouvrières d'avant-garde qui existent actuellement, *mais au niveau du prolétariat tout entier*, et plus particulièrement au niveau des principales fractions militantes du mouvement ouvrier ? Telle est la question qui se pose aujourd'hui aux militants et aux groupes qui reconnaissent comme premier objectif au sein du mouvement ouvrier, la création du parti prolétarien, qui reconnaissent en conséquence que *les tâches politiques prioritaires à l'heure actuelle sont celles qui favorisent le plus le développement des conditions nécessaires à la création du parti prolétarien*.

DÉPASSER LE SPONTANÉISME ET LE VOLONTARISME

La proposition suivant laquelle la lutte au plan idéologique est aujourd'hui prioritaire n'est sans doute pas évidente. D'une part, on doit dire que la lutte idéologique est un aspect essentiel du développement du mouvement ouvrier *à toutes les étapes* et, le cas échéant, un aspect essentiel des luttes du parti ouvrier, même après le renversement du pouvoir bourgeois, ainsi que le confirment la Révolution culturelle chinoise et les mots d'ordre issus du dernier congrès du Parti du travail albanais.

D'autre part, à l'étape de la création du parti, on pourrait croire que les tâches d'organisation sont de loin les plus importantes, sinon les seules qui le soient vraiment. Une telle position, loin d'être tout à fait erronée, fait cependant abstraction de ce que, premièrement, on s'organise toujours pour quelque chose, dans la poursuite d'un objectif, et qu'ainsi la connaissance de cet

objectif est une condition de toute organisation, celle-ci n'étant jamais à elle-même sa propre fin ; et que, deuxièmement, la lutte idéologique suppose du travail d'organisation, l'organisation de la recherche ou de l'étude et de sa diffusion, et l'organisation de la propagande ou de la propagation d'une ligne politique.

On demeure dans l'abstraction quand on prétend que l'organisation peut constituer la nature spécifique des tâches politiques devant caractériser une étape quelconque du développement du mouvement ouvrier ou de la création du parti prolétarien. Celui-ci se développera toujours dans des luttes particulières qui, bien sûr, requièrent du travail d'organisation. Mais alors la nature de ce travail sera déterminée pour celle des luttes et non l'inverse.

Le problème à résoudre demeure ainsi celui de déterminer, sur la base des luttes qui se mènent au sein du mouvement ouvrier, quels types d'intervention sont le plus susceptibles de faire avancer le mouvement et, de façon plus spécifique à l'étape actuelle, d'amener les avant-gardes ouvrières déjà existantes à franchir le cap de la création du parti. Il serait plutôt naïf de croire que les conditions concrètes au Québec se prêtent présentement au développement rapide du parti prolétarien. Il s'agit bien plus alors de travailler à en faire apparaître les conditions de création que d'en organiser les bases immédiates.

Selon certains, la tâche aujourd'hui prioritaire c'est *l'implantation*. On doit d'abord signaler que l'implantation est une notion pour le moins ambiguë. Si par implantation on entend le fait pour un militant de s'intégrer à un groupe de travailleurs et d'y pousser à la limite l'analyse des contradictions dans le but que les travailleurs prennent des positions toujours plus politiques et en toute connaissance de cause, il s'agit là d'un des aspects de la lutte idéologique, il s'agit d'un travail de clarification des intérêts de classe des travailleurs, et cette forme d'implantation doit être favorisée au plus haut point. Si, par ailleurs, l'implantation devait désigner cette pratique, vieille comme la politique elle-même, qui consiste pour un nombre relativement réduit d'individus à accéder de concert à un nombre suffisant de postes clés au sein d'une organisation, pour en exercer le contrôle, il serait plus juste de parler de *noyautage*.

Il se trouve présentement au sein des groupes d'avant-garde des militants pour agir, sans trop bien s'en rendre compte,

semble-t-il, comme si la révolution, sans être nécessairement un coup d'État, pouvait être le résultat d'une conspiration ourdie par un petit nombre d'individus bien pourvus de ce qu'ils appellent le « sens politique ». Qu'ils en soient conscients ou pas, ces militants versent dans le gauchisme et l'opportunisme tout à la fois. Dans le gauchisme de par leur hâte à vouloir précéder le mouvement ouvrier ; dans l'opportunisme en ce que leur entreprise vise concrètement à leur assurer une position déterminante au sein des organisations ouvrières, position dont ils chercheront à se servir quand ils le jugeront opportun.

La question est alors posée de savoir au profit de qui ils le feront. Et cette question ne peut être éludée au nom des bonnes intentions. Si de prétendues avant-gardes décident d'agir dans l'isolement et à la manière de conspirateurs, elles s'engagent en pratique dans la voie qu'ont suivie bien des syndicalistes jusqu'ici. On voit où ils sont rendus : impuissants politiquement, ils se donnent bonne conscience sur le dos des syndiqués dont ils tirent de quoi faire également bonne chère... au nom du peuple exploité.

PAS DE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE
SANS CONSCIENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Entendue au sens large, *l'organisation ouvrière* ne peut apparaître qu'au sein même de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs. Les travailleurs s'organisent quand ils se donnent des syndicats, des comités, des associations, bref des instruments de lutte adaptés aux objectifs qu'ils poursuivent.

Ainsi, l'organisation ouvrière ne doit pas être confondue avec le mouvement ouvrier ni avec le parti ouvrier. Le *mouvement ouvrier*, ce sont les conflits et les luttes qui opposent la classe ouvrière aux classes bourgeoises et aussi les courants idéologiques progressistes qui à la fois alimentent ces luttes et y trouvent leur fondement.

Le *parti prolétarien*, quant à lui, est l'organisation de direction idéologique et politique du mouvement ouvrier, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

Il est juste qu'historiquement les organisations issues directement de la classe ouvrière ont été des organisations de défense

plutôt réformistes que révolutionnaires, très économistes la plupart du temps, c'est-à-dire dépourvues de toute perspective politique à long terme. La contradiction qu'une telle constante historique révèle n'est pas l'incapacité de la classe ouvrière de s'organiser, mais bien celle de le faire sur la base politique d'intérêts de classe, lesquels intérêts commandent la destruction du capitalisme et le passage au socialisme sous la direction absolue de la classe ouvrière elle-même.

C'est ici que la place, déterminante à certains moments, de la lutte idéologique trouve son explication, son fondement pratique. Les nombreux comités, organismes et associations populaires qui naissent chaque mois, chaque semaine même au Québec depuis quelques années, témoignent de la volonté des travailleurs de s'organiser pour la défense de leurs intérêts, même si souvent ces organisations sont créées par des militants étrangers à leur milieu d'implantation : ces derniers seraient carrément rejetés si leur intervention ne rencontrait pas le désir de s'organiser des travailleurs eux-mêmes.

Non seulement les travailleurs québécois se sont-ils donné de nombreuses organisations depuis quelques années, mais ils ont en plus clairement manifesté leur désir d'unité à plusieurs reprises. Tous les « fronts communs », d'origine syndicale ou autre, sur des questions économiques ou politiques, qu'a connus le Québec au cours des dernières années, manifestent à leur façon qu'il existe au sein de la classe ouvrière et chez les travailleurs en général une couche de militants pour qui la transformation de leur condition passe par la solidarité ouvrière, plus : par une certaine unité organisationnelle.

L'aspect principal de la contradiction suivant laquelle la classe ouvrière se retrouve sans son organisation de lutte politique, sans son parti de classe, ne réside donc pas dans l'absence totale d'organisations populaires ni même dans l'inexistence du désir de s'unir pour lutter plus efficacement ; *l'aspect principal de cette contradiction se retrouve dans l'absence d'une ligne politique prolétarienne, avec une ligne de classe révolutionnaire*, capable de fournir aux organisations existantes et aux militants isolés les instruments de compréhension et d'analyse nécessaires pour contrer les courants idéologiques réactionnaires et investir leurs pratiques, leurs activités, d'un contenu toujours plus nettement révolutionnaire.

Nous sommes ainsi ramenés à la question de la confusion idéologique qui règne présentement au sein de la classe ouvrière et dans les groupes d'avant-garde. La classe ouvrière est aujourd'hui ballottée entre, d'une part, les mensonges, la fausse science, la propagande systématique des classes dirigeantes, qui s'appliquent à susciter le plus de divisions possible parmi les travailleurs, et, d'autre part, les propositions du courant nationaliste et celles du courant social-démocrate, qui souvent se rejoignent, par ailleurs, propositions qui prétendent offrir des solutions aux problèmes des ouvriers. Il en résulte que les travailleurs demeurent isolés, non seulement au plan de l'organisation, mais aussi à celui de l'idéologie. L'isolement organisationnel et idéologique des travailleurs, cela s'appelle la division au sein de la classe ouvrière, au sein du prolétariat, une division telle que la multiplication des noyaux ouvriers éparpillés ne saurait, laissée à elle-même, la vaincre véritablement. *L'unité réelle du prolétariat et du peuple opprimé tout entier ne peut résulter que d'une conscience claire, éclairante, de la communauté des intérêts à long terme, et souvent même immédiats, de toutes les classes et couches sociales qui composent le peuple opprimé.*

CHAPITRE 2

LES CONDITIONS OBJECTIVES DE L'IDÉOLOGIE PROLÉTARIENNE

On fait une erreur grave – et en même temps on manifeste un mépris certain pour la classe ouvrière – quand on prétend que le peu de développement de la conscience de classe des travailleurs au Québec est le symptôme d'un mystérieux atavisme à toutes fins pratiques insurmontable. C'est pourtant le point de vue des opportunistes petits-bourgeois qui, comme Gérin-Lajoie, rejettent carrément la lutte de classe, ou qui, tel Vallières, la remettent à plus tard, les travailleurs n'étant pas prêts! C'est la même conviction, implicite, que recèle la position suivant laquelle la lutte des travailleurs doit finalement être organisée d'en haut, par ceux qui sont conscients et qui peuvent par conséquent commander aux masses! Nier l'importance déterminante de la lutte idéologique au sein des masses à l'heure actuelle, c'est

se rallier, *en pratique*, à cette position à la fois défaitiste et opportuniste ; c'est vouloir entraîner la classe ouvrière dans un combat dont elle pourrait ne pas connaître la nature exacte.

Le faible niveau de développement de la conscience de classe prolétarienne au Québec n'est ni un effet du hasard ni un attribut de la *race*. Il est l'effet de conditions historiques concrètes, qui sont celles du développement, jusqu'ici harmonieux, du capitalisme en Amérique du Nord, les mêmes conditions historiques concrètes qui font que la lutte pour l'indépendance et la lutte pour le socialisme sont les deux aspects d'un même combat.

La conscience de classe prolétarienne ou l'idéologie révolutionnaire ont nécessairement des bases scientifiques et ne doivent en aucun cas être assimilées à un quelconque « humanisme de gauche » qui, au Québec en tout cas, s'est surtout développé au sein du mouvement syndical, en particulier à la CSN, et qui n'a jamais poussé ses revendications au-delà d'un réformisme très près du *statu quo*.

Or, les bases scientifiques et théoriques du développement de l'idéologie prolétarienne commencent à peine à exister au Québec. Le marxisme de la plupart des militants québécois sort à peine des livres : il n'est pour à peu près personne un outil d'« analyse concrète de notre situation concrète ». Il commence à peine à être cet instrument indispensable de lutte politique de classe. Le marxisme des militants québécois est le plus souvent réduit à la théorie générale du capitalisme. C'est sans doute là un acquis majeur, qu'il faudra vite dépasser cependant pour en arriver à l'analyse concrète, analyse des classes, analyse de la conjoncture québécoise, canadienne et internationale, analyse, bref, des contradictions nombreuses dont la révolution exige la résolution à court ou à long terme.

Comment se fait-il que nous en soyons encore là à ce moment-ci ? Le développement de l'idéologie prolétarienne et sa diffusion comme conscience de classe repose sur les luttes et sur l'organisation ouvrière, en d'autres termes, sur le développement même du mouvement ouvrier. Or, le mouvement ouvrier au Québec, comme au Canada et aux USA, ne s'est jamais trouvé dans les conditions objectives nécessaires à sa transformation, qualitative, en mouvement révolutionnaire, bien qu'à plusieurs

reprises au cours des 100 dernières années, le prolétariat nord-américain ait mené des luttes très dures et très courageuses contre l'exploitation capitaliste.

L'Amérique du Nord est en effet le continent où le capitalisme s'est développé avec le moins de soubresauts au monde, en raison de conditions géographiques et historiques favorables, espace, richesses naturelles, communications, et le reste ; en raison aussi de conjonctures intérieures et internationales dont la bourgeoisie nord-américaine a toujours su profiter, telles les rivalités interimpérialistes européennes.

Ainsi, depuis l'instauration du « règne anglo-saxon » sur tout le continent, soit la fin du XVIII^e siècle si on fait exception de la Nouvelle-Orléans et des États du Sud-ouest, française et mexicains à l'origine, l'Amérique du Nord n'a, pour ainsi dire, connu que deux crises majeures : la guerre civile américaine, qui a opposé le Sud au Nord, et la crise économique des années 1930, qui a frappé tout le monde occidental. Ainsi, plus particulièrement au cours du XX^e siècle, c'est en Europe et dans les colonies que les crises provoquées par le développement du capitalisme se sont résorbées temporairement du moins, et ce sont les peuples de ces régions qui en ont surtout porté le poids quand ils ne furent pas les seuls à le faire.

Aujourd'hui encore, alors que l'économie capitaliste est intégrée comme jamais à l'échelle du monde non socialiste et que, par conséquent, l'Amérique dépend à un si haut degré des autres régions et des autres peuples, il arrive que le niveau de vie en Amérique du Nord permette de construire des fusées interplanétaires à coût de milliards de dollars et que dans d'autres régions, des millions d'hommes meurent de faim ! On ne peut certainement pas dire que c'est sur notre continent que les contradictions du développement capitaliste ont été les plus aiguës jusqu'ici.

Sous la pression du mouvement de libération des peuples opprimés, cependant, les choses commencent à changer. Les effets de ce mouvement arrivent à se faire sentir jusqu'au niveau du commerce international et au sein du Fonds monétaire international. Les relations économiques des puissances capitalistes connaissent des difficultés ; la crise monétaire présente des caractères de permanence ; l'inflation et le chômage s'installent dans les pays développés. Bref, l'Amérique du Nord n'est

plus à l'abri des effets des contradictions du développement capitaliste. L'époque où le poids de ceux-ci pouvait être presque entièrement transféré aux autres peuples, paraît révolue.

L'Amérique du Nord, et donc le Québec, entre dans la période de la lutte pour le socialisme. Un tel développement des *conditions objectives* favorables aux luttes ouvrières exige des avant-gardes militantes québécoises qu'elles se consacrent tout entières à leur tâche actuelle de favoriser le développement des *conditions subjectives*, sans lequel la révolution demeurerait quand même impossible.

CHAPITRE 3

LA LUTTE IDÉOLOGIQUE, UNE PRATIQUE DE MASSE

À l'époque actuelle, la priorité doit aller à la lutte sur le *front idéologique*. En d'autres termes, alors que les manifestations concrètes de la volonté d'organisation et du désir d'unité se multiplient au sein de la classe ouvrière et parmi les travailleurs en général, d'une part, et que, d'autre part, il est impossible à la classe ouvrière de se donner un parti révolutionnaire tant qu'une plus grande cohésion, une plus grande unité idéologique, n'aura pas été réalisée, la priorité doit aller aux aspects idéologiques de la lutte de classe du prolétariat.

La primauté, bien sûr, n'est pas l'exclusivité. Ce serait faire preuve d'un esprit mécaniste que de considérer que la lutte idéologique doive constituer la seule forme de travail politique au sein des masses à l'heure actuelle. Car, en fin de compte, pour ce qui est des conditions subjectives, tout progrès du mouvement ouvrier, y compris les progrès relatifs au développement de la ligne prolétarienne et de la conscience de classe, repose sur le développement des luttes ouvrières. Or, celles-ci comportent à la fois des aspects idéologiques, organisationnels, tactiques, et le reste. On ne peut jamais isoler totalement un seul de ces aspects et tenter de le faire avancer sans tenir compte des autres. Ainsi, les groupes politiques qui ont fait l'expérience de « se former avant de militer », ou qui ont voulu la faire faire aux nouveaux militants, ont vite appris que cette voie « mécaniste » est sans issue. C'est la même conception « mécaniste » des processus politiques qui en entraîne certains aujourd'hui à privilégier, jusqu'à l'exclusivité, l'organisation par « l'implantation à la base ».

La clarification des intérêts de classe, fondement du développement de la ligne prolétarienne, ne peut jamais résulter que du constant rapprochement dialectique, en termes d'analyse et de critique, des contradictions à résoudre, des moyens employés et des progrès accomplis en regard de la stratégie générale et de la tactique du moment. Cette analyse et cette critique sont des aspects de la lutte, de toute lutte politique. Sans lutte par conséquent, il ne pourrait y avoir ni critique ni analyse. C'est ainsi que le marxisme n'est rien d'autre que la théorie de la lutte des classes ; le marxisme ne crée pas la lutte des classes, ainsi que tentent de le faire croire les bourgeois : il en est la connaissance.

NATURE DE LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

Mettre l'accent sur les aspects idéologiques de la lutte du prolétariat, c'est pousser l'analyse des contradictions qui opposent les travailleurs aux bourgeois, c'est approfondir sa connaissance de la conjoncture tant locale qu'internationale, c'est dévoiler les formes actuelles du capitalisme et de l'impérialisme, c'est enfin développer sa maîtrise du matérialisme historique et du matérialisme dialectique. Voilà pour *l'étude*.

Mais l'étude n'a de sens et ne se développe qu'en rapport avec les besoins de la lutte politique concrète. En dernière analyse, *c'est la propagation de l'idéologie révolutionnaire au sein des masses qui est au cœur des activités qui composent ce qui s'appelle la lutte idéologique*. La ligne prolétarienne n'est pas une sorte de théorie qui s'échafaude dans la tête de quelques beaux esprits pour être ensuite répandue dans la classe ouvrière. Au contraire, elle est l'effet des luttes ouvrières généralisées et transposées au niveau théorique, au niveau de la connaissance scientifique. Elle est la science de la révolution pour la classe ouvrière. Comme dans le cas de toute connaissance, c'est la pratique qui est déterminante.

C'est pourquoi le travail idéologique n'a véritablement son sens de *lutte*, que s'il est porté au sein des masses, là où il peut produire comme son résultat propre, une plus grande efficacité de la lutte des masses contre le capital, une meilleure stratégie, une meilleure tactique, bref la révolutionnarisation du mouvement ouvrier, en lui-même et dans ses rapports avec la bourgeoisie.

Dans cette perspective, l'importance déterminante de la propagande est indéniable, dont le rôle est précisément, sur la base des luttes actuellement menées par la classe ouvrière et les travailleurs en général, de dévoiler les multiples contradictions qui opposent le prolétariat aux bourgeois, de mettre ces contradictions en rapport avec les éléments essentiels de la conjoncture du moment et, à partir de ces analyses, de tirer les enseignements utiles et nécessaires pour des luttes plus importantes, plus significatives et plus décisives.

Ainsi comprise, il est bien évident que la lutte idéologique a peu à voir avec ce que d'aucuns appellent la lutte au sein des appareils idéologiques, c'est-à-dire au sein des « institutions » dont le rôle est de « diffuser » l'idéologie dominante et d'assurer sa reproduction. C'est une volonté plutôt naïve de transposer en pays capitalistes les tâches que s'est donné en Chine la Révolution culturelle qui a conduit certains marxistes à élaborer semblable « tactique ». On voit mal, pas du tout en fait, comment le pouvoir ouvrier pourrait se construire par personnes ou par classes interposées. Il ne faudrait pas oublier que la Révolution culturelle en Chine est intervenue plus de 15 ans après la prise du pouvoir par le Parti communiste. . . Il n'est pas sage de vouloir mettre la charrue devant les bœufs ! Compte tenu des conditions concrètes de la Chine des années 1960, d'une part, et de celles du Québec de 1972, d'autre part ; on doit vite reconnaître que la lutte idéologique ne peut pas être ici de la même nature que là-bas. Dans le cas du Québec la lutte idéologique vise à rendre possible la création du parti prolétarien, c'est-à-dire à faire franchir un saut qualitatif au mouvement ouvrier dans sa marche vers le pouvoir prolétarien, alors qu'en Chine la Révolution culturelle avait pour but de transformer le parti si l'on veut, mais surtout d'assurer au prolétariat le contrôle de certains appareils qui lui échappaient encore ou qui risquaient de passer aux mains de révisionnistes, de réactionnaires. Ce n'est pas être dans une situation semblable que d'avoir à s'organiser pour prendre le pouvoir, d'un côté, et de lutter pour l'étendre et le consolider, de l'autre.

LA LUTTE IDÉOLOGIQUE AU SEIN DES MASSES

Si ce sont les luttes ouvrières qui sont déterminantes dans le développement du mouvement ouvrier et donc aussi dans celui du parti prolétarien, ne devrait-on pas en conclure que ce sont les tâches d'organisation qui sont les premières et les plus importantes, dans la mesure où l'organisation est indispensable à la lutte ? Du point de vue du « matérialisme mécaniste », pour employer une expression de Mao Zedong¹, une telle proposition paraît juste. Mais, précisément parce qu'elle est « mécaniste », elle ne respecte pas le caractère dialectique de la lutte de classe du prolétariat, la nature dialectique des rapports entre le mouvement ouvrier et l'organisation ouvrière. Le rôle spécifique des groupes d'avant-garde prolétariens n'est pas tant aujourd'hui d'« organiser la classe ouvrière » que d'agir en sorte que l'organisation ouvrière, qui est le fait de la classe ouvrière, devienne révolutionnaire.

C'est toute la question de la création du parti prolétarien qui est ici en cause. On a vu comment la position des sociaux-démocrates à cet égard revient *en pratique* à confier cette tâche à une minorité de « militants avertis », qui auraient pour fonction d'entraîner les masses dans des luttes communes contre le pouvoir bourgeois, ou plutôt contre l'État, ainsi qu'on aime à dire dans ces milieux. Ce n'est évidemment pas des *propos* des sociaux-démocrates qu'on peut tirer cette affirmation : ils prétendent plutôt être partisans du « parti des travailleurs », de tous les travailleurs, des salariés. Mais, en fait. . .

Ce sont eux qui vont répétant constamment que les travailleurs vont se former dans l'action, qu'il faut faire de l'action. Ce qui signifie : il revient à certains de décider comment la classe ouvrière doit lutter, quelles luttes elle doit mener, quand elle doit le faire et contre qui elle doit se battre. Ces pauvres ouvriers ne savent pas quoi faire ! Ainsi vont les « fronts communs » des sociaux-démocrates, tel le Conseil ouvrier du transport (COT) où la direction est petite-bourgeoise, où la majorité des « militants » (des rédacteurs de communiqués, plus exactement !) n'est

1. Certains textes ici présentés font originellement état de différentes façons d'écrire le nom de Mao. Nous avons choisi d'uniformiser sous la forme de Mao Zedong. [nde]

pas ouvrière, encore moins composée d'ouvriers du transport. On comprend pourquoi la délégation du Mouvement de libération du taxi (MLT) et, après, celle du CAP de Côte-des-Neiges, se sont retirées du COT : trop de discours, trop de communiqués, trop de réunions ; beaucoup de temps et d'énergies perdus, aucun progrès pour aucune des organisations membres du « front commun » !

Le parti prolétarien ne peut pas naître de cette façon. Ce que ceux qui travaillent aujourd'hui comme « organisateurs en titre de la révolution » semblent ignorer totalement. Il se trouve présentement des militants pour critiquer le FRAP, et qui s'engagent exactement dans la même voie. Si, dans l'immédiat, ils sont moins opportunistes, ils sont en revanche plus « putschistes » en ce sens qu'ils travaillent à la révolution comme à une conspiration, dans l'isolement. Un isolement qui ne peut, à plus ou moins brève échéance, que les amener à se couper des masses.

Ce n'est pas lutter au sein des masses que d'entretenir des liens, même très étroits, avec les cinq ou dix personnes qui sont en mesure de contrôler un syndicat ou toute autre association populaire, si en même temps la masse des travailleurs ou de ce syndicat ou de cette association demeure tout à fait absente des débats menés et des ententes conclues dans ce petit groupe.

Transposé à l'échelle du prolétariat, cet exemple montre bien que le parti prolétarien ne résulte pas de la seule existence serait-ce de milliers de petites cellules repliées sur des luttes locales menées en dehors de toute préoccupation à l'égard de la conjoncture et des contradictions au sein du *prolétariat comme classe* et non comme addition d'individus ou de groupes de travailleurs.

C'est une situation par bien des points comparable qui faisait écrire à Lénine en 1899 que :

Tous conviennent que nous devons organiser la lutte de classe du prolétariat. Mais qu'est-ce que la lutte de classe ? Lorsque les ouvriers d'une fabrique, ou d'une profession, affrontent leur ou leurs patrons, est-ce là la lutte de classe ? Non, ce n'en est encore qu'un faible embryon. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe, que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays ont conscience de former une seule classe ouvrière et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron, mais contre la *classe* des capitalistes *tout*

entière et contre le gouvernement qui la soutient. [...] La social-démocratie [dans le sens que ce terme avait en 1899, bien sûr, c'est-à-dire les communistes] se propose précisément, en organisant les ouvriers, de *transformer* par la propagande et l'agitation, leur lutte spontanée contre les oppresseurs en une lutte de toute la classe, en la lutte d'un *parti* politique déterminé pour des idéals politiques et socialistes déterminés. *Pareille tâche ne saurait être réalisée par le travail local à lui seul*¹.

À l'étape des luttes locales et de l'organisation sur une base locale, la seule pratique militante possible qui soit une pratique de classe, au sens justement défini par Lénine, c'est la lutte sur le front idéologique et plus particulièrement la propagande de masse. Ce n'est pas parce qu'elle est possible que la lutte idéologique de classe est prioritaire, mais d'abord parce que c'est par elle, et par elle seule, que les organisations locales vont pouvoir dépasser leur situation actuelle de groupuscules marginaux. Les luttes des avant-gardes isolées au plan de l'organisation ne pourront dépasser concrètement leur caractère de marginalité que si la propagande peut en révéler le contenu et toute la portée à des couches de plus en plus larges du prolétariat et des masses populaires.

La complémentarité dialectique du travail d'implantation et d'organisation à la base d'une part, et celui de la propagande au sein des masses, d'autre part, apparaît ainsi de façon nette. Les luttes menées par les groupes à la base constituent en grande partie la matière sur laquelle l'analyse des contradictions de classe peut s'effectuer, alors que ces mêmes analyses font connaître ces luttes et les contradictions qui les sous-tendent à des milliers de travailleurs donnant ainsi au travail d'implantation sa véritable portée politique et rendant le développement même de l'implantation toujours plus rapide.

De cette façon, la lutte pour l'organisation des masses, pour la création du parti prolétarien, n'est plus un complot de quelques dizaines de militants, mais l'amorce d'un processus qui met en présence les avant-gardes ouvrières, d'une part, et les larges masses populaires, de l'autre. Les avant-gardes ouvrières

1. « Notre tâche immédiate », *Œuvres*, tome IV, Paris, Éditions sociales, 1919, p. 211. (J'ai souligné la dernière phrase. C.G.)

ne tentent plus d'entraîner les masses contre leur gré ou de *commander*, mais bien de *diriger*, c'est-à-dire de tirer de l'expérience même des masses les propositions théoriques et pratiques qui leur seront « retournées » pour être soumises à la critique de leur pratique, puisque seuls les mots d'ordre justes reçoivent l'accueil positif des masses. Tel est le sens qu'il faut accorder au rôle de direction de la lutte des masses du parti prolétarien.

LA LUTTE IDÉOLOGIQUE CONSTITUE, À CETTE ÉTAPE-CI,
L'ASPECT PRINCIPAL DE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

La lutte pour le développement de l'idéologie prolétarienne et pour sa propagation au sein des masses constitue la tâche politique principale à ce moment-ci. Dans la conjoncture présente, compte tenu du rapport de force existant et compte tenu des conditions prévalant au sein du mouvement ouvrier, seules la mise sur pied et l'action large d'organes de propagande prolétarienne au sein des masses sont capables de mettre le mouvement ouvrier en mesure de se donner un parti de classe, instrument de direction essentiel à sa lutte victorieuse sur les forces de la réaction bourgeoise.

Deux passages tirés des œuvres de Mao Zedong éclaireront cette question. Dans son essai intitulé *De la contradiction* et datant de 1937, Mao Zedong consacre un long passage à l'étude du développement des contradictions ; il indique comment l'aspect principal d'une contradiction peut devenir secondaire et l'inverse. Selon lui, le « matérialisme mécaniste » méconnaît cet aspect de tout mouvement contradictoire et est ainsi impuissant à faire comprendre qu'au cours de la lutte pour la solution d'une contradiction l'accent peut être mis sur un aspect ou sur un autre suivant qu'il est principal ou secondaire. Il écrit :

Lorsqu'on est dans le cas dont parle Lénine : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », la création et la propagation de la théorie révolutionnaire jouent le rôle principal, décisif. [...]. Allons-nous à l'encontre du matérialisme en disant cela ? Non, car tout en reconnaissant que dans le cours général du développement historique le matériel détermine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons reconnaître l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique. Ce faisant, nous

ne contredisons pas le matérialisme, mais en évitant de tomber dans le matérialisme mécaniste, nous nous en tenons fermement au matérialisme dialectique¹.

Ainsi au Québec, à l'heure actuelle, comme la confusion idéologique constitue le principal obstacle à la réalisation du désir d'unité et de la volonté d'organisation du prolétariat, soit en pratique, à la création et au développement d'un parti ouvrier comme instrument de direction du peuple dans sa lutte de libération, la lutte idéologique, c'est-à-dire le développement et la propagation de la théorie marxiste et de la ligne prolétarienne, devient l'aspect principal de la lutte.

Dans la mesure toujours où le parti prolétarien représente véritablement les intérêts des masses, la ligne qu'il défend doit être celle des masses objectivement et subjectivement. *Comment une ligne politique pourrait-elle être prolétarienne, une ligne de masse, si elle devait être produite par quelques dizaines de petites cellules seulement, si elle n'était même pas présentée aux masses pour être transformée (par elles) en pratiques concrètes ?*

LA PRATIQUE IDÉOLOGIQUE, UNE PRATIQUE DE LUTTE

Le développement et la propagation du marxisme, qui sont à la source de la ligne prolétarienne, sont essentiellement des pratiques de lutte. Il n'y a pas en soi de pratiques privilégiées ou qu'il faudrait privilégier. C'est à partir de « l'analyse concrète de la situation concrète » seule qu'on peut déterminer si une pratique donnée est juste politiquement et non en faisant appel à des arguments abstraits ou moraux, suivant lesquels telle tâche serait supérieure à telle autre de façon absolue.

Quand il s'agit de choisir entre des tâches d'organisation, d'étude, de propagande ou toute autre, le critère déterminant demeure toujours l'analyse objective des conditions concrètes du moment. S'il existe telle chose qu'une « morale révolutionnaire », ce n'est pas au niveau du choix des priorités qu'elle doit d'abord jouer. Céder au moralisme ouvriériste n'est pas le signe d'une haute conscience politique.

1. *Œuvres choisies de Mao Zedong*, Pékin, Éditions en langues étrangères, tome I, p. 374-375.

On a tendance parfois à établir une distinction essentielle entre certaines tâches qui ne sont en fait que l'une ou l'autre des formes multiples de la lutte politique. Le travail de propagande est autant une forme de pratique prolétarienne que celui d'organisation. La propagande est une forme de lutte, même le développement du marxisme est une forme de lutte. Mao Zedong — et c'est le deuxième extrait que nous allons citer de lui — a abordé cette question dans les termes suivants en 1957, soit 20 ans après la rédaction de *De la contradiction* :

C'est par la confrontation des opinions que la vérité fait son chemin. La même méthode est valable pour ce qui est vénéneux, antimarxiste, car c'est dans la lutte contre ce qui est antimarxiste que se développe le marxisme. Il s'agit là du développement par la lutte des contraires, du développement dialectique des choses. [...] *C'est dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, et dans la lutte seule, que se développe le marxisme*¹.

En pratique aujourd'hui au Québec, la lutte sur le front idéologique, c'est la lutte contre l'idéologie bourgeoise, contre les faussetés de la « science » sociale et économique bourgeoise. C'est cet aspect de la lutte idéologique qui permettra d'arriver à une connaissance de nos conditions concrètes, de ces conditions sur lesquelles doit s'articuler la lutte de classe du prolétariat. La lutte sur le front idéologique, c'est aussi la lutte contre les formes particulières et conjoncturelles que prend l'idéologie bourgeoise au sein des masses, lutte contre le nationalisme bourgeois, contre le réformisme, lutte enfin contre les déformations de l'idéologie prolétarienne, dont l'opportunisme et le gauchisme. C'est ce deuxième aspect de la lutte idéologique qui sera le lieu direct et immédiat du développement et de la pénétration de l'idéologie prolétarienne au sein des masses, car il sera l'occasion d'une clarification constante de la ligne prolétarienne et d'une dénonciation toujours plus articulée des courants bourgeois, non prolétariens, par le dévoilement des contradictions, des intérêts de classe qui sous-tendent et l'idéologie prolétarienne et les courants bourgeois. Tel est le rôle de la propagande prolétarienne.

1. *Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, p. 18-19.

LA PROPAGANDE DANS SES RAPPORTS
AVEC L'ORGANISATION DES MASSES

Au stade actuel du développement du mouvement ouvrier québécois, le travail de propagande et le travail d'organisation se recoupent sur bien des points. Ils ne constituent, en fait, que les deux aspects complémentaires de la lutte pour la création du parti prolétarien.

Le « pouvoir organisateur » de la lutte idéologique en tant que travail de propagande comporte deux aspects. Premièrement, la propagande exige une organisation : des rédacteurs, des distributeurs, des correspondants, des responsables, bref, plusieurs noyaux de militants aux quatre coins du Québec, dont la tâche est de produire et de diffuser un organe de propagande. Il en va de même pour toutes les autres formes de lutte idéologique. Toute lutte exige une organisation : plus elle se développe, plus son organisation doit grandir.

Deuxièmement, la lutte idéologique a aussi un « pouvoir organisateur » en ce sens que, répandant, après l'avoir synthétisé et formulé en termes généraux, l'acquis politique des couches actives de la classe ouvrière et, sur cette base, fournissant de meilleurs instruments d'analyse des contradictions de classe et de leur solution, elle – la lutte idéologique – favorise la mise en application de la volonté d'organisation et du désir d'unité de nombreux groupes et de nombreux individus au sein de la classe ouvrière et parmi les travailleurs en général.

Ainsi, les luttes menées par les travailleurs et présentées dans des tracts ou un journal deviennent exemplaires : elles prouvent la possibilité de la lutte par l'organisation ; elles fournissent des modèles d'organisation et suggèrent des types de lutte. Autant d'éléments qui favorisent l'organisation ouvrière, la création de nouveaux noyaux ou la transformation de noyaux existants mais peu développés politiquement.

C'est ainsi que l'unité de la classe ouvrière, en son sein et avec les autres travailleurs, peut prendre racine. La communauté des intérêts se fait jour. La nécessité de l'organisation de classe, du parti, est rendue plus évidente.

Alors, et alors seulement, le développement large du parti devient possible. Les conditions subjectives de cette étape

majeure sont réalisées. C'est la phase qu'il faut entrevoir au-delà de celle où la primauté du travail idéologique aura entraîné la réalisation d'une plus grande conscience de classe par le moyen de luttes concrètes aux plans de l'analyse de la situation, de la formation politique et de la propagande.

CONCLUSION

LE PARTI PROLÉTARIEN INSTRUMENT DES MASSES ET NON D'UNE CLIQUE

Il va de soi que la lutte idéologique ne vise pas comme *objectif essentiel* la consolidation de la ligne des militants actuels. Elle cherche bien plus à déborder le cadre des avant-gardes existantes pour pénétrer au sein des masses et y encourager le débat politique. C'est d'ailleurs par la lutte idéologique dans les masses, dans des activités de propagande, que les militants actuels pourront mesurer la justesse de leur ligne, et non en se repliant sans cesse sur eux-mêmes comme s'il s'agissait constamment de s'enrichir, de se développer soi-même tout en demeurant presque étranger aux progrès et aux difficultés du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Tant que les groupes militants porteront plus d'attention à leur propre développement, à leur propre consolidation, à leur propre implantation, qu'ils n'en accordent aux activités ouvertes sur les masses, on ne pourra assister à un développement qualitatif du mouvement ouvrier, car le rôle de l'organisation, éventuellement du parti, par rapport au mouvement ouvrier, aura été incorrectement conçu et appliqué.

Malheureusement, on doit reconnaître qu'en ce moment la « tendance à la consolidation » est nettement plus marquée que la « tendance à la lutte au sein des masses ». C'est là le lieu d'une confusion bien gênante, car précisément la consolidation réelle des avant-gardes ne peut résulter que de leur présence active et constante au sein des masses. À moins de voir les avant-gardes, et éventuellement le parti, comme des organisations *extérieures* au mouvement ouvrier, et dont la tâche principale serait, dans une première phase, de se préparer à aller un jour dans le mouvement ouvrier, le jour où les militants seraient formés, pleins

d'expérience (prise où ? personne ne sait) et munis d'une solide analyse de la conjoncture !

Même si on nous a dit à l'école que les choses se passaient ainsi dans la vie, il n'en est rien. La seule école révolutionnaire, c'est la révolution. C'est l'école par excellence où la pratique et la théorie sont intimement liées, indissociables, et où, comme partout ailleurs, la pratique est déterminante. Ce qui détermine le développement du mouvement ouvrier, ce sont les luttes ouvrières. Impossible en dehors de ces luttes, qui composent l'essence même du mouvement ouvrier et qui sont le lieu où se bâtira le parti, non le parti des « conspirateurs » ni celui de l'« élite ouvriériste », mais celui des masses, impossible donc pour les avant-gardes de se développer ou de « se consolider ».

Aujourd'hui, la lutte des avant-gardes au sein des masses doit porter là où la bourgeoisie, les réformistes et les opportunistes font le plus de ravages : au plan idéologique. La tendance à la lutte au sein des masses doit maintenant l'emporter sur la tendance à la consolidation (ou à l'autodéveloppement des avant-gardes comme en vase clos), par le travail de propagande, qui est l'aspect déterminant de la lutte idéologique, elle-même essentielle, à ce stade-ci, au développement des conditions nécessaires à la création du parti prolétarien.

ANNEXE I

**PRÉFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION
(DÉCEMBRE 1972)**

Malgré des apparences contraires, malgré des défections, malgré les doutes qui parfois envahissent les militants, un regard le moins attentif sur les 15 dernières années de luttes populaires au Québec nous permet de conclure que de grands progrès ont été accomplis par le mouvement ouvrier québécois. Moins spectaculaires qu'au cours des années 1960, les luttes des deux dernières années, fort nombreuses, ont été pour plusieurs l'occasion de découvrir la nécessité de l'organisation politique de la classe ouvrière. Tel est le cas de plusieurs comités d'action politique (CAP) et autres organisations populaires comparables.

Il ne saurait être question de rejeter ou de mettre de côté les acquis indiscutables de ces organisations qui ont réalisé un rapprochement réel des groupes de militants politisés, d'une part, et de couches importantes du prolétariat, de l'autre. C'est sur ces acquis d'ailleurs qu'il faut s'appuyer pour faire un autre pas en avant. *Pour le parti prolétarien* a été écrit dans cette perspective.

En affirmant la nécessité du parti révolutionnaire ouvrier, *Pour le parti prolétarien* adopte concrètement la ligne stratégique déjà défendue par les principaux groupes politiques existants qui, depuis deux ans au moins, travaillent à la création de ce qu'ils ont appelé jusqu'ici l'« organisation politique autonome des travailleurs ». Cet objectif signifie la reconnaissance de fait du rôle historique de direction du prolétariat, non seulement dans l'abolition du capitalisme et la construction du socialisme, mais aussi, à l'étape actuelle de la lutte au Québec, dans le combat pour la libération nationale.

La question du parti est cependant demeurée tout à fait théorique dans la majorité des groupes, comme s'il s'agissait d'un objectif lointain qu'il suffirait de signaler au passage et qui pourrait être ignoré dans la détermination des tâches politiques actuellement prioritaires. Or, les pratiques actuelles peuvent jouer un rôle déterminant dans la réalisation de cet objectif stratégique qu'est la création du parti révolutionnaire. C'est dans

cette perspective qu'intervient la critique principale de la brochure à l'égard des pratiques, et aussi de l'orientation dans une certaine mesure, des groupes politiques existants.

Cette critique consiste essentiellement en ceci : à moins d'un redressement radical de leurs pratiques actuelles, les groupes politiques existants risquent fort de faire objectivement, même si c'est contre leur gré, le jeu de la social-démocratie. Sur quoi devrait porter ce redressement ? Tout en continuant leur politique de développer des liens étroits avec des noyaux de travailleurs, les groupes politiques doivent se tourner résolument vers les masses, s'ouvrir entièrement aux masses. Car, si le travail politique, propagande, étude, « implantation », luttes locales, et le reste, demeure le fait de groupes isolés, entièrement occupés à du « travail d'avant-garde », il sera inévitablement, tôt ou tard, récupéré par la bourgeoisie, très probablement par le biais du réformisme syndical ou social-démocrate.

Pour le parti prolétarien a été jusqu'ici l'objet de critiques diverses. Une des plus fréquentes consiste à prétendre que la brochure rejette le travail d'organisation au profit de la lutte idéologique. Que la brochure n'indique pas clairement les rapports concrets entre ces deux aspects complémentaires de toute lutte politique, c'est un fait : tel n'était pas son but, la brochure prenant pour acquis l'existence de groupes politiques d'avant-garde. Mais affirmer qu'on y sous-estime l'importance de l'organisation, c'est mettre de côté toute la première partie de la brochure, consacrée précisément à démontrer la nécessité historique de l'organisation suprême de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire.

Le but de la deuxième partie, en revanche, est de faire voir que parmi les tâches politiques nécessaires au développement des conditions de création du parti ouvrier, de l'organisation de direction de la lutte de classe, la priorité doit aller aux luttes sur le front idéologique, c'est-à-dire non seulement au développement et à la diffusion de la théorie marxiste, mais surtout à la propagation des acquis que représentent les luttes ouvrières actuelles quand elles sont menées dans la perspective du développement de la lutte de classe du prolétariat.

Préconiser la lutte idéologique présentement au Québec, c'est affirmer la nécessité de la pénétration au sein du mouve-

ment ouvrier des acquis théoriques et pratiques des groupes politiques et populaires existants. Préconiser que la priorité aille à ce moment-ci à la lutte sur le front idéologique, c'est indiquer une voie pour le développement des groupes existants, la création de groupes nouveaux et, finalement, la mise sur pied du parti prolétarien.

En fait, *Pour le parti prolétarien* cherche à montrer comment s'appliquent présentement au Québec deux acquis majeurs du mouvement ouvrier international : premièrement, qu'il n'y a pas de révolution possible sans organisation révolutionnaire et, deuxièmement, qu'il n'y a pas d'organisation révolutionnaire possible sans théorie révolutionnaire.

À moins qu'on ne considère qu'il suffit d'une poignée de militants pour développer la théorie révolutionnaire, pour façonner l'idéologie prolétarienne et indiquer à la classe ouvrière comment s'en servir, la nécessité de la lutte sur le front idéologique au sein des masses ne fait aucun doute. Et le développement de la lutte sur ce front ne vient aucunement en contradiction, au contraire, avec le travail d'organisation. Elle fournit plutôt de nombreuses occasions nouvelles de faire ce travail essentiel.

On est trop souvent porté, dans les groupes politiques existants, à négliger de prendre en considération que le développement récent de liens plus étroits entre les militants organisés, d'une part, et des noyaux de travailleurs, de l'autre, repose en bonne partie sur le travail politique de masse qui a été accompli dans les années 1960. Autant on a eu raison de rompre avec ces formes de lutte qui consistaient uniquement en tentatives sporadiques de mobilisation populaire, autant on aurait tort de ne pas reconnaître que cet aspect du travail politique est essentiel et tout à fait positif dans la mesure où il s'appuie sur des bases organisationnelles dont justement il permet le développement.

La lutte au sein des masses et les luttes de masse deviennent ainsi le lieu par excellence d'application des acquis réalisés au sein des groupes avancés, lesquels sont privés de toute signification s'ils ne sont pas concrètement l'avant-garde des masses. De qui pourraient-ils donc être l'avant-garde sinon des masses? Et ils ne deviendront pas, ils ne demeureront pas l'avant-garde des masses s'ils n'agissent pas au sein des masses.

Voilà, sans doute, des questions qui auraient dû être davantage explorées dans la brochure. Mais ne serait-ce pas plutôt la

tâche des groupes existants que d'entreprendre ensemble, sur la base d'une pratique commune, ce travail de clarification des rapports qui doivent exister entre les pratiques d'avant-garde et les pratiques de masses, des rapports justes qui doivent s'établir entre les activités internes des groupes politiques en développement et les luttes plus larges qui concernent l'avenir de la classe ouvrière au Québec et de tout le peuple québécois? Les groupes politiques actuels ne sauraient prétendre être d'avant-garde si, en raison de leur isolement, ils demeurent indéfiniment absents des luttes populaires.

Outre la présente préface, la deuxième édition de *Pour le parti prolétarien* ne comporte qu'un changement important, à la toute fin du chapitre 4, et qui porte sur la question des syndicats.

Charles GAGNON
Montréal, 15 décembre 1972

ANNEXE II

PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION

(MAI 1975)

Aujourd'hui plus que jamais depuis la déchéance totale du Parti communiste canadien, PCC, au cours des années 1950, la question du parti révolutionnaire de la classe ouvrière est à l'ordre du jour dans notre pays. C'est au mouvement marxiste-léniniste nouveau, né à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qu'il revient d'avoir réintroduit résolument cette question fondamentale dans le mouvement ouvrier canadien.

Depuis une vingtaine d'années, le mouvement ouvrier canadien, y compris sa section québécoise, est pour ainsi dire laissé à lui-même. Plus exactement, il est demeuré presque totalement sous la domination idéologique de la bourgeoisie dont l'action la plus pernicieuse réside dans le réformisme des centrales syndicales et de partis bourgeois comme le NPD et le PQ, alors que le PCC est devenu une simple officine du révisionnisme soviétique, son influence sur les masses ouvrières et le peuple en général étant de toute façon pratiquement réduite à zéro.

Cette situation suivant laquelle les masses laborieuses se trouvent sans une direction politique prolétarienne, fondamentalement révolutionnaire, est d'autant plus grave que, d'une part, la bourgeoisie, tentant de résoudre la crise actuelle de l'impérialisme à son profit, cherche par tous les moyens à accroître l'exploitation des travailleurs et l'oppression du peuple et que, d'autre part, les luttes ouvrières et populaires se sont nettement radicalisées au cours des dernières années. Il s'ensuit que, faute d'une direction révolutionnaire conséquente, le mouvement ouvrier se révèle impuissant à transformer ses luttes, même les plus dures et les plus combatives, en de véritables attaques contre le pouvoir politique de la bourgeoisie, alors même que ce pouvoir s'avère objectivement de plus en plus vulnérable.

*

* *

La seule issue véritable à la crise de l'impérialisme, c'est la révolution socialiste. Il est erroné d'affirmer, comme le font

les opportunistes, sociaux-démocrates du NPD, nationalistes « de gauche » du PQ ou révisionnistes du PCC, qu'il y a une voie intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Il n'y a pas non plus d'étape historique préalable à la révolution socialiste dans un pays capitaliste avancé comme le Canada qui est même parvenu au stade de l'impérialisme, malgré ce qu'affirme le soi-disant Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), PCC(ml), quand il avance sa prétendue stratégie du « front uni du peuple canadien, y compris des sections de la bourgeoisie » pour mener d'abord la lutte contre la domination impérialiste américaine sur le Canada, comme préalable à la révolution prolétarienne.

Ainsi que le déclarait le Parti communiste chinois en 1963, alors que la lutte entre le néorévionnisme soviétique et le marxisme-léninisme authentique parvenait à un point de rupture, « [...] dans les pays impérialistes et capitalistes, il est nécessaire de faire triompher la révolution prolétarienne et d'établir la dictature du prolétariat pour résoudre à fond les contradictions de la société capitaliste¹ ».

Or, l'histoire du mouvement ouvrier international en a fourni la démonstration à plusieurs reprises, la révolution socialiste ne peut réussir sans un parti révolutionnaire ouvrier, un parti marxiste-léniniste, qui a pour mission de diriger les masses laborieuses dans la lutte pour le socialisme, c'est-à-dire le renversement de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Les communistes, disaient encore les camarades du PC chinois en 1963, doivent, en toutes circonstances, tracer une ligne de démarcation bien nette entre eux-mêmes et le parti social-démocrate sur les questions fondamentales de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, et liquider l'influence idéologique de la social-démocratie au sein du mouvement ouvrier international et parmi les masses ouvrières².

1. *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international. Réponse du Comité central du Parti communiste chinois à la lettre du 30 mars 1963 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1973, p. 19.

2. *Ibid.*, p. 20-21.

Telle est en ce moment la question centrale qui permet de démarquer les marxistes-léninistes authentiques des opportunistes de tous poils, sociaux-démocrates, trotskystes, révisionnistes et néorévissionnistes, qui, s'accrochant au mouvement ouvrier, ne font que ralentir son élan révolutionnaire en tentant de l'entraîner sur des voies d'évitement.

*
* *

Le mouvement marxiste-léniniste canadien est fort jeune, composé de nombreux groupes et cercles aux tendances diverses parmi lesquelles il est parfois difficile de repérer la voie révolutionnaire juste en raison des déviations nombreuses et diverses qui s'y retrouvent. L'absence de toutes forces révolutionnaires organisées au sein du mouvement ouvrier canadien depuis de nombreuses années y est certainement pour beaucoup.

S'attaquant aux principales déviations qui avaient cours dans le PC chinois à l'époque, Mao Zedong écrivait en 1957 ce qui suit, qui n'est pas sans rapport avec la situation prévalant au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, en particulier au Québec :

Depuis longtemps, beaucoup de critiques ont été portées contre le dogmatisme. C'est ce qu'il fallait faire. Mais on a souvent négligé de critiquer le révisionnisme. Le dogmatisme et le révisionnisme vont tous deux à l'encontre du marxisme. Le marxisme doit nécessairement avancer, se développer au fur et à mesure que la pratique se développe, et il ne saurait rester sur place. S'il demeurerait stagnant et stéréotypé, il n'aurait plus de vie. Toutefois, on ne doit pas enfreindre les principes fondamentaux du marxisme ; le faire, c'est tomber dans l'erreur. Considérer le marxisme d'un point de vue métaphysique et comme quelque chose de figé, c'est du dogmatisme. Nier les principes fondamentaux du marxisme et nier sa vérité universelle, c'est du révisionnisme¹.

Mener la lutte contre l'opportunisme, contre la ligne erronée au sein du mouvement marxiste-léniniste présentement au Canada et au Québec, c'est précisément s'appliquer à identifier

1. *Intervention à la conférence... , op. cit.*, 1968, p. 30.

et à dénoncer les manifestations du révisionnisme et du dogmatisme qui y ont cours, lesquelles, faute d'être éliminées, mènent inévitablement à l'opportunisme, à l'abandon pur et simple en pratique des principes du marxisme-léninisme, à l'abandon finalement de l'objectif de la révolution socialiste, c'est-à-dire le renversement du pouvoir bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat.

Par révisionnisme, il faut entendre, bien sûr, le révisionnisme ancien des sociaux-démocrates qui prétendent arriver au socialisme en dehors de l'application des principes du marxisme-léninisme, lesquels, suivant eux, sont dépassés ! Sans aller aussi loin en paroles, les révisionnistes prosoviétiques, y compris le PC canadien, sont devenus en pratique des agents du révisionnisme ancien : ils ont à toutes fins pratiques définitivement rompu avec le marxisme-léninisme. Chez nous, outre le PCC, il faut aussi ranger dans ce camp le Regroupement des comités de travailleurs, RCT, issu du « Secteur travail » de l'ex-CAP Saint-Jacques, et les cercles et noyaux qui gravitent autour ; leur référence au marxisme-léninisme n'est plus qu'occasionnelle et superficielle ; leurs pratiques sont essentiellement réformistes.

Mais le camp révisionniste est plus large que cela. Il comprend aussi ceux qu'il convient de désigner comme néorévionnistes. Ils portent haut en paroles le drapeau rouge du marxisme-léninisme et de la pensée mao-zedong, mais en pratique ils le foulent au pied. Ils agissent tout à fait comme la clique de Lin Piao en Chine qui, dans les années 1960, brandissait la pensée mao-zedong pour mieux s'y attaquer et la combattre. Dans notre pays, cette tendance est principalement représentée par le PCC(ml) qui n'a de marxiste-léniniste que le nom. Mettant de l'avant un prétendu « front uni du peuple canadien, y compris des sections de sa bourgeoisie, contre la domination impérialiste américaine sur le Canada », le PCC (m-l) masque, en effet, la nature impérialiste de la bourgeoisie canadienne et rejette en pratique l'objectif stratégique central de la révolution au Canada, qui est précisément le renversement de cette bourgeoisie.

La lutte contre le néorévionnisme est d'autant plus importante qu'il se présente sous les apparences du marxisme-léninisme et qu'ainsi il peut causer des torts considérables

au sein d'un mouvement marxiste-léniniste jeune et inexpérimenté comme le nôtre; d'autant plus importante que l'anti-impérialisme du PCC(ml), exclusivement dirigé contre les USA, rejoint à toutes fins utiles et cautionne d'une prétendue référence au marxisme-léninisme, l'anti-impérialisme petit-bourgeois du NPD, du PQ, des centrales syndicales et finalement du PCC, anti-impérialisme petit-bourgeois qui réduit la lutte contre l'impérialisme à la lutte contre la « puissance exagérée » des monopoles; d'autant plus importante qu'il s'agit là d'un courant actif au sein du mouvement marxiste-léniniste dans tous les pays impérialistes du monde, où il trouve un terrain fertile où se développer dans l'aristocratie ouvrière et dans certaines couches de la petite bourgeoisie.

Dans notre pays à tout le moins, le néorévissionnisme est d'ailleurs issu de la petite bourgeoisie : le PCC(ml), entre autres, a d'abord été une organisation strictement étudiante, les Internationalistes, et il le demeure aujourd'hui encore dans une très large mesure. C'est sans doute pourquoi ses « théoriciens » sont allés jusqu'à dire que leur « Parti » était le parti du prolétariat puisqu'il est composé de communistes et tout le monde sait, depuis que le PCC(ml) l'a établi, que les communistes sont des prolétaires quelle que soit leur origine de classe, quelle que soit leur place dans les rapports de production.

*

* *

C'est le dogmatisme virulent qui a marqué ses origines, qui a conduit le PCC(ml) là où il est présentement, une organisation bureaucratiquement dominée, pour ne pas dire écrasée, par une direction foncièrement révisionniste et radicalement opportuniste. Or, il serait dangereux de négliger le fait que ce groupe n'a pas le monopole du dogmatisme au sein du mouvement marxiste-léniniste. Bien au contraire. En fait, à peu près tous les groupes, en particulier les groupes étudiants, sont plus ou moins marqués par ce travers. À ses débuts, En Lutte! a d'ailleurs lui-même cédé à cette déviation caractéristique des groupes jeunes et inexpérimentés.

Ils font preuve de dogmatisme ces groupes qui refusent en pratique d'examiner l'application des principes du marxisme-léninisme à la lutte du prolétariat canadien si ce n'est dans le cadre d'une transposition abstraite et mécanique de ce qu'ils lisent dans les ouvrages fondamentaux du marxisme-léninisme ou dans *Pékin Information*; ces groupes qui conçoivent l'unité des marxistes-léninistes comme le seul résultat d'une « lecture commune », reprise indéfiniment, des mêmes écrits du marxisme-léninisme au lieu de la voir dans une application juste, résultat de la lutte contre les déviations, des mêmes principes aux conditions qui prévalent dans notre pays en ce moment; ces groupes chez qui l'idéalisme (la métaphysique et la « mécanique ») l'emporte sur le matérialisme dialectique quand, par exemple, ils prétendent que les masses non prolétariennes vont se mobiliser spontanément et largement non pas à partir de leurs intérêts propres, mais à partir de ceux de la classe ouvrière.

Le dogmatisme mène à l'opportunisme, ainsi que le démontre l'histoire du PCC(ml) entre autres, et les camarades du mouvement marxiste-léniniste aujourd'hui encore dominés par le dogmatisme, à moins qu'ils ne rompent résolument avec cette forme du radicalisme petit-bourgeois, vont se retrouver, comme les dogmatiques d'hier, à la queue du mouvement ouvrier en qualité de force d'appoint, si dévouée et si généreuse soit-elle, aux luttes économistes dirigées par des *boss* syndicaux réformistes.

En Lutte! a décidé de rééditer *Pour le parti prolétarien* dont les thèses centrales sont aussi justes aujourd'hui qu'en 1972, à savoir : pas de révolution sans parti révolutionnaire; pas de parti révolutionnaire sans ligne révolutionnaire. Reprenant le principe fondamental du marxisme-léninisme sur la nécessité du parti révolutionnaire du prolétariat, *Pour le parti prolétarien* lançait le mot d'ordre de « lutte idéologique » comme application de l'affirmation suivant laquelle : « C'est dans la lutte contre ce qui est antimarxiste que se développe le marxisme. Il s'agit là du développement par la lutte des contraires, du développement dialectique des choses¹. »

C'est d'ailleurs le même principe que Lénine, l'appliquant aux tâches des communistes des pays capitalistes avancés, formulait comme suit en 1920 : « Tant qu'il s'agissait (et dans la mesure

1. *Ibid.*, p. 18-19.

où il s'agit encore) de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat, la propagande s'est située au premier plan¹. »

Personne ne contestera — si ce n'est les illuminés du PCC(ml) qui prétendent que leur groupe constitue l'avant-garde prolétarienne, et on a vu plus haut de quel « prolétariat » il s'agissait ! — personne de sérieux au sein du mouvement marxiste-léniniste ne contestera que le ralliement des ouvriers avancés au communisme est la tâche centrale de l'heure et qu'elle le sera encore un bon bout de temps.

Malgré cette reconnaissance théorique, on retrouve au sein du mouvement des déviations qui constituent la négation pratique d'une authentique reconnaissance du caractère déterminant de l'affirmation de Lénine sur le rôle central de la propagande tant que l'avant-garde du prolétariat n'est pas gagnée au communisme.

On a ainsi vu encore tout récemment des membres de groupes se réclamant du marxisme-léninisme, prétendant même être les seuls groupes vraiment marxistes-léninistes, s'opposer vigoureusement à toute propagande marxiste-léniniste lors d'activités de masse, notamment lors de la Journée internationale des travailleuses le 8 mars. Le 1^{er} mai, un membre d'un de ces groupes ultra-marxistes-léninistes est même allé jusqu'à s'attaquer physiquement à une propagandiste d'En Lutte ! pour l'empêcher de présenter le journal aux manifestants ! Ce que les *boss* syndicaux même les plus réactionnaires n'ont pas encore osé faire. . .

C'est dans la même perspective, très certainement, qu'il faut considérer la résurgence d'une des plus monstrueuses inepties dont ait accouché le « Secteur travail » lors de la publication de *Pour le parti prolétarien* en 1972, à savoir la contradiction, disent ces gens, entre la propagande, d'une part, et l'organisation, d'autre part. Se prétendre marxistes-léninistes et ignorer les formes nombreuses et diverses d'organisation qu'il faut développer, y compris parmi les ouvriers avancés, pour assurer la propagation du marxisme-léninisme et la pensée mao-zedong, c'est manifester une totale incompréhension de ce en quoi consiste la propagande communiste, c'est au mieux, peut-on présumer,

1. *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1970, p. 96.

concevoir celle-ci comme le parachutage, du haut d'un avion sans doute, de tracts ou de journaux au-dessus des quartiers ouvriers !

On aurait cru, avec les développements survenus dans le mouvement marxiste-léniniste depuis trois ans, que plus personne n'oserait réaffirmer un tel point de vue. Mais non. Dans son dernier numéro, la revue *Solidaire*, périodique anglophone de Montréal étroitement lié, par ailleurs, au groupe *Mobilisation/Librairie progressiste*, écrit que ce qui distingue En Lutte! des autres groupes (ces autres groupes étant, suivant *Solidaire*, le RCT, d'une part, et, d'autre part, les divers « noyaux » qui se sont détachés du RCT depuis l'éclatement du CAP Saint-Jacques et dont un bon nombre gravitent aujourd'hui dans l'orbite de *Mobilisation/Librairie progressiste*), c'est l'importance démesurée qu'il accorde à la propagande large au détriment de tout travail d'organisation en usines¹.

Le « Secteur travail » n'est donc pas mort, même s'il s'est disloqué comme groupe et que son « héritier », le RCT, a sombré tout à fait dans le révisionnisme. Il n'est pas mort en ce sens que les déviations qui y ont pris naissance au début des années 1970 se retrouvent toujours au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, en particulier au Québec. Ainsi, alors qu'on a pu considérer que la « tactique (ne faudrait-il pas parler de la « stratégie » quand on voit les termes dans lesquels parfois ce mot d'ordre se présente) de l'implantation » était définitivement extirpée du mouvement marxiste-léniniste, voilà qu'une nouvelle génération d'« étudiants implantationnistes » s'est manifestée au cours des derniers mois. Prétendant s'appuyer sur les enseignements du marxisme-léninisme, ceux-ci ne font que rabâcher les « thèses » gauchistes du mouvement « maoïste » français des années 1960. Certains d'entre eux ne sont-ils pas allés jusqu'à écrire qu'ils appuyaient la « thèse implantationniste ». . . même s'ils ne savaient pas trop pourquoi² !

1. Le texte original se lit comme suit : « *What differentiates En Lutte! from the various groups described previously, is its overwhelming stress on wide-scale propaganda and agitation, to the virtual exclusion of organizing in work-places.* », *Solidaire*, n° 7, avril 1975, p. 31.

2. Charles Gagnon fait ici référence à des groupes qui se réuniront au sein de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada à l'automne 1975, et qui deviendra le Parti communiste ouvrier en 1979. [nde]

L'« implantation », au sens de l'établissement, comme on dit en France, d'intellectuels communistes en usines n'est pas, n'a jamais été, ne sera jamais la tâche centrale des communistes, répétons-le encore ; c'est le ralliement des éléments avancés du prolétariat au communisme (ou, en d'autres termes, la jonction du mouvement ouvrier et du marxisme-léninisme), comme condition essentielle à l'édification d'un authentique parti prolétarien. Ce ralliement, c'est d'abord par la propagande, par la diffusion du marxisme-léninisme, donc par la lutte constante contre ce qui est antimarxiste, qu'il peut se faire. Voilà ce qui est principal.

Cela n'exclut pas que, pour opérer ce ralliement, il faille éventuellement avoir recours à l'« établissement » de militants communistes, intellectuels ou ouvriers, dans des usines particulières ; il est même probable que de telles situations se produisent. Mais cela est secondaire : il s'agira toujours d'un moyen particulier pour parvenir à l'objectif politique déterminant du ralliement des ouvriers avancés au communisme. Les militants ainsi « établis » en usines devront être rigoureusement encadrés par une organisation communiste authentique et accomplir des tâches de communistes, sans quoi le réformisme et l'économisme auront tôt fait de les égarer totalement de leur objectif réel.

Or, on peut se demander comment cela pourrait se produire à l'heure actuelle quand on voit que la majorité des « implantés », partageant sans doute totalement le point suivant lequel la propagande contredit l'organisation, rejettent totalement la propagande communiste dans les usines où ils se trouvent, une telle attitude étant commandée, disent-ils, par la nécessité de déjouer la répression ou bien par celle de ne pas « faire peur » aux ouvriers avec des journaux « trop avancés » ! Comme quoi les voies de l'opportunisme sont nombreuses et variées !

La « nouvelle génération des implantationnistes » a prétendu que son point de vue devait être nettement distingué de celui du RCT, car au contraire de ce dernier, les groupes auxquels ils appartiennent ont une ligne marxiste-léniniste. La belle affaire ! Comme si un mot d'ordre n'était pas, ne devait pas être en tous cas, l'expression de la ligne politique, son application concrète dans des conditions données. . .

L'« implantation », présentée comme la tactique, à l'étape actuelle, de la construction du parti, et même, par certains,

comme un « principe universel » du marxisme-léninisme est effectivement l'expression d'une ligne politique, la ligne de ceux qui, incapables de se lier politiquement aux masses et plus particulièrement aux couches avancées du prolétariat en raison en grande partie de leur dogmatisme et de leur gauchisme, en raison donc d'une application erronée des principes du marxisme-léninisme, versent progressivement mais inévitablement dans l'opportunisme. En voulant « créer » une avant-garde ouvrière formée de petits-bourgeois, ces militants n'amènent pas les ouvriers au communisme : d'une part, ils travaillent en pratique à se substituer aux éléments avancés et combatifs du prolétariat, d'autre part, ils abandonnent eux-mêmes le marxisme-léninisme pour se consacrer principalement puis entièrement aux luttes économiques, sous prétexte que, faisant preuve dans ce cadre de combativité, ils entraîneront les ouvriers dans leur sillage. Ils y parviendront peut-être en effet, mais alors ils ne les entraîneront jamais ailleurs que dans des luttes économiques plus radicales, plus combatives. Tel n'est pas, tel ne sera jamais l'objectif d'une organisation communiste.

*
* *

Rééditer aujourd'hui *Pour le parti prolétarien* est donc une entreprise tout à fait justifiée, malgré les nombreuses lacunes et faiblesses qu'on y retrouve, cette brochure ayant été produite à une époque où le mouvement marxiste-léniniste commençait à peine à se constituer chez nous, à une époque où ceux qui le composaient avaient une connaissance encore bien sommaire des enseignements du marxisme-léninisme.

On notera donc qu'à bien des endroits le langage de *Pour le parti prolétarien* est fort ambigu. On notera, à un autre niveau, que des erreurs importantes d'analyse ou même de principes s'y sont glissées : ainsi en est-il de l'assimilation erronée qui y est faite de la révolution prolétarienne et de la « lutte de libération nationale » du Québec ; ainsi en est-il du gauchisme qui résulte de l'analyse qui y est faite des syndicats. . .

Le lecteur désireux de connaître les positions actuelles d'En Lutte! sur ces questions devra recourir au journal de notre

groupe et, plus particulièrement, à *Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti* où il trouvera les rectifications majeures qu'En Lutte! a apportées à sa ligne depuis deux ans et demi.

*
* *

Ce qui est non moins important cependant, c'est qu'avec cette réédition, En Lutte! entend renouer de façon claire avec la pratique essentielle de mener la lutte contre ce qui est anti-marxiste, pratique sans laquelle, comme le dit Mao Zedong, le marxisme ne peut se développer, sans laquelle, en outre, l'unité des marxistes-léninistes sur une ligne juste au Québec et au Canada ne saurait se réaliser, sans laquelle, enfin, la jonction du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier ne saurait se faire sur une base solide, inébranlable.

En Lutte!
Montréal, 12 mai 1975